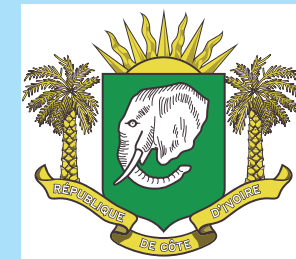


**MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET**



# **DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2026 - 2028 (D P B E P)**

**RAPPORT DE PRESENTATION**



**DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE  
ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2026 - 2028  
(D P B E P)**

**RAPPORT DE PRESENTATION**



# **SOMMAIRE**

|                                                                                                             |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>INTRODUCTION</b>                                                                                         | <b>3</b>  |
| <b>I - EVOLUTION MACROECONOMIQUE 2022-2028</b>                                                              | <b>4</b>  |
| I.1 Situation économique 2022-2024                                                                          | 4         |
| I.2 Projections économiques 2025 et perspectives 2026-2028                                                  | 5         |
| <b>II. EVOLUTION FINANCIERE 2022-2028</b>                                                                   | <b>7</b>  |
| II.1 Evolution récente des finances publiques 2022-2025                                                     | 7         |
| II.2 Perspectives des finances publiques 2026-2028                                                          | 8         |
| <b>III. SITUATION FINANCIERE DES ORGANISMES PUBLICS, COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DISTRICTS AUTONOMES</b> | <b>10</b> |
| III.1 Entreprises du portefeuille de l'Etat                                                                 | 10        |
| III.2 Etablissements Publics Nationaux                                                                      | 12        |
| III.3 Institutions de Prévoyance Sociale                                                                    | 12        |
| III.4 Collectivités territoriales et Districts Autonomes                                                    | 13        |
| <b>IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2026-2028</b>                                                               | <b>14</b> |
| IV.1 Projections des ressources du budget de l'Etat                                                         | 14        |
| IV.2 Projections des dépenses du budget de l'Etat                                                           | 16        |
| IV.3 Répartition des projections par fonction                                                               | 19        |
| IV.4 Répartition des projections par piliers du PND 2026-2030                                               | 20        |
| <b>CONCLUSION</b>                                                                                           | <b>22</b> |
| <b>ANNEXES</b>                                                                                              | <b>23</b> |



## INTRODUCTION

En application de l'article 45 de la Loi Organique n° 2014-336 du 05 juin 2014 relative aux Lois de Finances, la Loi de Finances de l'année est accompagnée d'un certain nombre de documents, dont le Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle (DPBEP) qui sert également de base pour le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB). C'est dans le cadre de la mise en œuvre de cette disposition que le présent document est élaboré.

Sur la base du cadre macroéconomique, du contexte socio-politique et des orientations de la politique générale du Gouvernement, le DPBEP évalue sur trois (03) ans, le niveau global des recettes attendues et des dépenses programmées par l'Etat. Il couvre également la situation financière des collectivités décentralisées, des entreprises publiques, des établissements publics nationaux et des organismes de protection sociale.

Le DPBEP fixe les objectifs d'équilibre budgétaire et financier sur le moyen terme, en application des dispositions du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Dans le cadre du présent DPBEP couvrant la période 2026-2028, les projections budgétaires sont établies sur la base d'une prévision de croissance réelle du Produit Intérieur Brut (PIB) de 6,6% en 2026, de 6,0% en 2027 et de 6,4% en 2028. Ces prévisions interviennent dans un contexte international marqué par la persistance de la crise Israélo-Palestinienne, la guerre Russo-Ukrainienne et les tensions commerciales entre les Etats Unis d'Amérique (USA) et ses partenaires ainsi que les crises socio-politiques et sécuritaires au Burkina Faso, au Mali, en Guinée et au Niger.

Par ailleurs, le DPBEP 2026-2028 est élaboré en cohérence avec la stratégie de développement du Gouvernement, en particulier avec l'ensemble des stratégies sectorielles qui guident l'élaboration du Plan National de Développement (PND) couvrant la période de 2026 à 2030. Il permet d'assurer une meilleure déclinaison des stratégies sectorielles et des programmes d'actions dans les projets de budgets sur la période 2026-2028.

Les données économiques et budgétaires qui y figurent, sont provisoires et pourraient connaître quelques évolutions par la prise en compte d'éventuelles nouvelles informations qui interviendraient dans les mois à venir, avant la finalisation du projet de budget 2026.

Le présent document qui vise à donner des indications sur les orientations budgétaires et économiques du Gouvernement, se décline en quatre (04) parties:

- I. Evolution macroéconomique 2022-2028 ;
- II. Evolution des finances publiques 2022-2028 ;
- III. Situation financière 2022-2028 des organismes publics, des Collectivités Territoriales et des Districts Autonomes ;
- IV. Programmation budgétaire 2026-2028.

## I-EVOLUTION MACROECONOMIQUE NATIONALE 2022-2028

### I.1 Situation économique 2022-2024

**L'activité économique** nationale en 2022 a bénéficié d'un contexte caractérisé par la maîtrise de l'impact de la pandémie de la Covid-19, ainsi que le maintien de la stabilité socio-politique et sécuritaire. En outre, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la politique d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance ont favorisé le maintien de la dynamique de croissance de l'économie, en dépit des effets de la crise Russo-ukrainienne. Le taux de croissance de l'économie ivoirienne est alors ressorti à 6,4%. En 2023, l'activité économique a continué d'évoluer dans un environnement socio-économique marqué par le maintien de la stabilité socio-politique et sécuritaire. Le taux de croissance est ressorti à 6,5%, tiré par l'ensemble de ses composantes du côté de l'offre à l'exception du secteur primaire du fait principalement de la régression de l'agriculture d'exportation (-8,6%).

En 2024, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par la préservation de la stabilité socio-politique et sécuritaire. Ce climat favorable a été renforcé par la poursuite des réformes structurelles indispensables à l'accompagnement efficient de l'économie nationale, ainsi que par la mise en œuvre continue d'une politique d'investissement ambitieuse dans les secteurs stratégiques de croissance. Le taux de croissance est ressorti à 6,0%.

**L'inflation** a continué de décélérer pour atteindre un niveau de 3,5% en 2024 après 5,2% en 2022 et 4,4% en 2023, se situant ainsi au-delà du seuil communautaire de 3%. Cette situation est liée notamment à la hausse des prix des produits énergétiques et alimentaires.

**La balance des paiements** a connu une dégradation du compte des transactions courantes de 2022 à 2023 avant de s'améliorer en 2024. En effet, le compte courant a enregistré un important déficit, passant de 7,7% du PIB en 2022 à 8,3% du PIB en 2023 et à 4,2% du PIB en 2024. Cette trajectoire est due à l'aggravation du déficit des services ainsi que du revenu primaire. En 2024, l'amélioration du solde des transactions courantes provient de celle de la balance des biens.

Quant au **solde global**, il a enregistré un excédent de 3,3% du PIB en 2024, après les déficits de 0,7% en 2022 et de 2,5% en 2023.

A fin 2024, **la masse monétaire** est ressortie à 19.814,2 milliards de FCFA, en hausse de 2.374,2 milliards de FCFA (+13,6%) par rapport à son niveau de décembre 2023. Cette évolution est due à l'augmentation des créances intérieures (+12,3%) et des actifs extérieurs nets (+67,1%).

## I.2 Projections économiques 2025 et perspectives 2026-2028

Après un taux de croissance de 6,0% en 2024, l'économie ivoirienne devrait bénéficier de la stabilité socio-politique et se situer à 6,5 % en 2025.

Les prévisions sont fondées sur les hypothèses suivantes :

- ✓ la bonne exécution du PND 2021-2025 ;
- ✓ la poursuite de la reprise graduelle des activités économiques mondiale et intérieure ;
- ✓ la fin des perturbations des circuits d'approvisionnement et un meilleur accès aux débouchés ;
- ✓ la densification des politiques d'attractivité et d'accroissement des investissements directs étrangers ;
- ✓ la mitigation des problèmes sécuritaires aux frontières nord du Pays ;
- ✓ le renforcement du cadre de financement des PME et PMI.

L'évolution du PIB réel, analysée par composantes, présenterait les caractéristiques ci-après :

**Au niveau de l'offre, le secteur primaire** devrait connaître une hausse de 3,2% en moyenne sur la période 2026-2028, grâce à la production vivrière (+5,5%) et à l'agriculture d'exportation (+1,4%) qui bénéficieraient toujours de la poursuite des investissements dans le secteur agricole et de la redynamisation des organisations professionnelles. Ainsi, ce secteur contribuerait à hauteur de 0,5 point en moyenne à la croissance du PIB sur la période.

**Le secteur secondaire** progresserait en moyenne de 7,5% sur la période 2026-2028, en lien avec la hausse du BTP (+9,3%), des industries agroalimentaires (+6,4%), de l'énergie (+6,3%), des produits pétroliers (+4,3%), de l'extraction minière et pétrolière (+11,1%) et des autres industries manufacturières (+5,7%). Ce secteur bénéficierait de la hausse des investissements pour l'augmentation des capacités de production et surtout de l'entrée en production de la phase 2 du champ « Baleine » ainsi que de l'entrée en production des mines d'or. Sa contribution à la croissance du PIB s'élèverait en moyenne à 1,9 point sur la période, soutenue surtout par les autres industries manufacturières (+0,6 point), l'extraction minière et pétrolière (+0,5 point), les BTP (+0,5 point) et les industries agroalimentaires (+0,3 point).

**Le secteur tertiaire** enregistrerait en moyenne 6,4% de croissance sur la même période grâce aux télécommunications (+6,3%), aux transports (+6,0%), au commerce (+6,0%) et aux autres services (+6,9%). Cette dynamique serait induite par les performances des secteurs primaire et secondaire. En somme, ce secteur contribuerait, sur la période, à hauteur de 2,7 points à la croissance du PIB, en lien avec les contributions des autres services (+1,2 point), le commerce (+0,9 point), les transports (+0,5 point) et les télécommunications (+0,1 point).

**Le secteur non marchand**, avec une contribution à la croissance du PIB de 0,5 point en moyenne sur la période, évoluerait de 7,1%, tenant compte des effets combinés de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

**Les droits et taxes nets de subventions** ressortiraient en hausse de 7,7% en moyenne, grâce aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

**Au niveau de la demande**, la croissance serait tirée par le dynamisme des investissements (+10,0% en moyenne) et l'affermissement de la consommation finale (+5,2% en moyenne).

**La consommation finale** bénéficierait de la hausse continue des revenus des ménages et de la création d'emplois.

**Les investissements** seraient soutenus par le démarrage et la poursuite de plusieurs chantiers, notamment la construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, le projet de train urbain d'Abidjan, le renforcement des outils de production dans le secteur industriel et de la construction ainsi que le renforcement du réseau routier.

Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait en moyenne annuelle à 25,2% du PIB, dont 8,7% au titre des investissements publics sur la période 2026-2028.

**Les importations de biens et services** progresseraient de 5,8% en moyenne sur la période sous l'impulsion du dynamisme de l'économie.

**Les exportations de biens et services** augmenteraient en moyenne de 4,4% en raison de la bonne tenue des productions minière et pétrolière, agricoles, et des produits transformés.

**La contribution à la croissance** du PIB au niveau de la demande serait portée particulièrement par la consommation finale et l'investissement. Ces secteurs contribueraient respectivement en moyenne annuelle à 3,5 et 3,0 points à la croissance sur la période 2026-2028. Quant aux exportations et importations de biens et services, leurs contributions à la croissance du PIB seraient respectivement en moyenne annuelle de 1,1 point et 1,5 point sur la période 2026-2028.

**L'inflation** évoluerait de 2,5% en moyenne sur la période, respectant la norme communautaire, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de dessertes agricoles, à un meilleur approvisionnement des marchés et à la poursuite de la politique de lutte contre la vie chère.

**Le solde du compte des transactions courantes** devrait se dégrader, en passant d'un déficit de 1.003,5 milliards de FCFA (1,6% du PIB) en 2026 à 3.060,9 milliards de FCFA (4,5% du PIB) en 2027 et 3.373,6 milliards de FCFA (4,5% du PIB) en 2028.

L'évolution de **la masse monétaire** serait soutenue par celle de ses deux contreparties, à savoir les créances intérieures et les actifs extérieurs nets. En effet, les créances intérieures augmenteraient en moyenne de 11,7% par an sur la période, en liaison avec la progression de ses deux composantes, en l'occurrence les créances sur l'économie et les créances nettes sur l'Administration centrale. S'agissant des créances sur l'économie, elles se renforceraient de 12,8% en moyenne, en lien avec le dynamisme de l'économie. De même, les créances nettes sur l'Administration centrale augmenteraient de 9,8% en moyenne par an sur la période, en relation, notamment, avec la mobilisation des contreparties FMI dans le cadre du programme économique et financier ainsi que des ressources financières mobilisables auprès des banques résidentes.

Concernant les actifs extérieurs nets, ils se consolideraient sur la période de 11,7% en moyenne par an, grâce à la diminution du déficit du compte des transactions courantes.

## II. EVOLUTION FINANCIERE 2022-2028

### II.1 Evolution récente des finances publiques 2022-2025

Sur la période 2022-2025, les opérations financières de l'Etat sont caractérisées par une amélioration continue de la mobilisation des recettes malgré l'impact des crises internationales sur l'économie. Elles ont également enregistré une augmentation des dépenses totales, en lien avec les mesures prises pour contenir les effets de ces crises sur l'économie et les besoins croissants de la population.

En 2022, les réalisations ont été impactées par la hausse du cours du baril de pétrole sur le marché international en liaison avec la crise ukrainienne et les effets des mesures de revalorisation salariale des fonctionnaires. Les dépenses ont aussi été impactées par la construction et la rénovation des infrastructures sportives, routières pour l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2023) qui s'est tenue du 13 janvier au 11 février 2024.

L'évolution des principaux postes est présentée ci-dessous.

Les **recettes totales et dons** sont passés de 6.684,4 milliards de FCFA en 2022 à 8.663,5 milliards de FCFA en 2024, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 13,8% sur la période. Cette évolution a été rendue possible grâce à un effort de mobilisation de l'ensemble des recettes malgré les impacts néfastes des crises internationales sur l'économie. En effet, les recettes fiscales, représentant 83,9% des recettes totales et dons, ont connu une croissance annuelle moyenne de 13,8% passant de 5.616,7 milliards de FCFA en 2022 à 7.271,8 milliards de FCFA en 2024. Elles sont composées de recettes fiscales intérieures (62,8%) et de recettes fiscales de portes (37,2%). Le taux de pression fiscale est passé de 12,7% en 2022, à 13,5% en 2023, et à 13,8% en 2024.

En 2025, les recettes totales et dons progresseraient de 15,7% par rapport à 2024 pour s'établir à 10.025,0 milliards de FCFA dont 8.612,6 milliards de FCFA de recettes fiscales avec une pression fiscale de 15,0%. Ce résultat découlerait principalement de la poursuite des mesures d'administration et de politique fiscales engagées par les régies. Les recettes non fiscales devraient également connaître une hausse pour atteindre un niveau de 1.144,5 milliards de FCFA. Elles sont composées principalement de cotisations sociales, de dividendes, de recettes de services et de bonus de signature des contrats miniers. S'agissant des dons, ils devraient être mobilisés à hauteur de 268,0 milliards de FCFA dont 105,5 milliards de FCFA de dons-projets.

Sur la période 2022-2024, **les dépenses publiques** sont passées de **9.666,3** milliards de FCFA à **10.757,2** milliards de FCFA, soit **5,5%** de progression moyenne annuelle en lien d'une part, avec l'impact des mesures de revalorisation salariale des fonctionnaires mise en œuvre en août 2022 et d'autre part, avec la croissance des dépenses d'investissement prenant en compte les dépenses des travaux d'infrastructures sportives, routières pour l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2023) qui s'est tenue du 13 janvier au 11 février 2024. Toutefois, le rythme de croissance des dépenses reste moindre que celui des recettes totales. Ce résultat est le fruit des mesures de rationalisation des dépenses entreprises en vue du respect du critère de convergence de l'UEMOA relatif au ratio solde budgétaire sur PIB, à partir de 2025. En 2025, les dépenses totales et prêts nets sont attendus à 11.762,4 milliards de francs CFA.

**Le déficit budgétaire** en 2022 s'est creusé pour ressortir à **6,7 %** du PIB au-delà de la norme communautaire de 3% au maximum. Ce résultat est dû d'une part, au niveau des recettes, aux mesures exceptionnelles de suspension de la taxation sur les produits pétroliers à la suite de la forte hausse des cours internationaux liée à la crise russo-ukrainienne et d'autre part, à la hausse des dépenses en lien avec les effets des mesures de revalorisation salariale des fonctionnaires intervenues en août 2022 ainsi que les mesures pour mitiger les impacts de la crise russo-ukrainienne sur l'économie. En 2023, le déficit budgétaire s'est amélioré pour s'afficher à **5,2%** du PIB en lien d'une part, avec l'amélioration des recettes dues à la reprise progressive de la taxation des produits pétroliers qui avaient fait l'objet d'une décision de suspension d'avril à décembre 2022 et d'autre part, avec la non reconduction des mesures de soutien à certains secteurs. En 2024, le déficit est ressorti à 4,0% du PIB. Il devrait s'améliorer pour atteindre **3,0%** du PIB en 2025.

Pour couvrir le déficit budgétaire et répondre aux engagements liés à l'amortissement de la dette, la Côte d'Ivoire a eu recours aux marchés monétaire et financier à hauteur de **4.116,0** milliards de FCFA en 2022, de **3.507,8** milliards de FCFA en 2023 et de **6.707,9** milliards de FCFA en 2024. Ces mobilisations intègrent des recours au marché financier international de **622,7** milliards de FCFA en 2022 et de **2.844,7** milliards de FCFA en 2024.

En 2025, le déficit serait également couvert par les émissions sur les marchés monétaire et financier à hauteur de **4.407,5** milliards de FCFA dont **1.072,6** milliards de FCFA sur le marché financier international. Par ailleurs, l'Etat bénéficierait d'appuis budgétaires prévus à hauteur de **1.086,5** milliards de FCFA dont **601,2** milliards de FCFA du FMI et **345,2** milliards de FCFA de la FRD (Facilité pour la Résilience et la Durabilité).

Le stock de la dette publique totale est passé de **24.774,4** milliards de FCFA en 2022 à **27.782,6** milliards de FCFA en 2023 avant de s'établir à **31.406,9** milliards de FCFA en 2024, soit respectivement 56,0%, 57,5% et 59,5% du PIB. En 2025, il ressortirait à **32.815,0** milliards de FCFA, soit 57% du PIB.

## **II.2 Perspectives des finances publiques 2026-2028**

Les finances publiques afficheraient de bonnes perspectives sur la période 2026-2028 grâce aux efforts d'amélioration du recouvrement des recettes fiscales, de modernisation de l'administration fiscale, de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, du renforcement de la fiscalisation du secteur informel et des ressources naturelles, la mise en place d'une stratégie d'encouragement à la conformité volontaire des opérateurs économiques et de la rationalisation des exonérations.

Les prévisions de recettes et de dépenses pour la période 2026-2028 sont basées sur un taux de croissance moyen du PIB nominal de 8,7% et les effets escomptés des mesures de politique fiscale et d'amélioration du recouvrement des impôts et taxes.

Les opérations financières tiennent également compte des réalisations de l'année 2024, des estimations de l'année 2025, ainsi que des effets des crises internationales sur l'économie.

Ainsi, **les recettes totales et dons** évolueraient en moyenne annuelle de 12,4% passant de 11.199,7 milliards de FCFA en 2026 à 14.148,1 milliards de FCFA en 2028. Ces ressources resteraient dominées par les recettes fiscales (88,1% en moyenne sur la période). Ainsi, les recettes fiscales passeraient de 9.774,9 milliards de FCFA en 2026 à 12.611,3 milliards de FCFA en 2028. Le taux de pression fiscale passerait de 15,5% en 2026 à 16,2% en 2027 et à 17,0% en 2028 en raison de l'évolution favorable de la conjoncture économique et des réformes qui seraient mises en œuvre.

Sur la période 2026-2028, **les dépenses totales et prêts nets** progressaient en moyenne annuelle de 11,8% passant de **13.106,1** milliards de FCFA en 2026 à **16.391,9** milliards de FCFA en 2028. Elles sont composées de (i) **charges salariales** qui progresseraient en moyenne annuelle de 6,1% sur la période 2026-2028 passant de **2.893,5** milliards de FCFA en 2026 à **3.254,4** milliards de FCFA en 2028 ; (ii) **dépenses de fonctionnement** projetées à **2.236,0** milliards de FCFA en 2026 qui connaîtraient une hausse moyenne annuelle de 6,5% pour atteindre **2.538,2** milliards de FCFA en 2028 ; (iii) **subventions et transferts** qui passeraient de **673,1** milliards de FCFA en 2026 à **808,0** milliards de FCFA en 2028 ; (iv) **dépenses d'investissement** qui s'établiraient à **4.420,4** milliards de FCFA en 2026 et qui évolueraient en moyenne de 22,2% pour atteindre un niveau de **6.602,5** milliards de FCFA en 2028 ; (v) **intérêts de la dette publique** qui seraient payés à hauteur de **1.670,4** milliards de FCFA en 2026, puis qui s'établiraient à **1.807,6** milliards de FCFA en 2028, conformément à la stratégie de gestion de la dette publique. Ce niveau des intérêts ne tient pas compte des frais et commissions qui sont intégrés dans les dépenses de fonctionnement.

**Le ratio masse salariale sur recettes fiscales** devrait être conforme à la norme communautaire fixée à 35% maximum sur la période 2026-2028. En effet, il connaîtrait une tendance baissière sur la période, passant de 29,6% en 2026 à 27,5% en 2027 puis à 25,8% en 2028.

**Le déficit budgétaire** se maintiendrait à **3,0%** du PIB sur la période 2026-2028, en lien avec une amélioration de la mobilisation des recettes et une maîtrise de l'évolution des dépenses notamment les dépenses de personnel.

**Les marchés monétaire et financier** seraient sollicités pour la couverture des besoins de financement sur la période 2026-2028.

Au titre de la **dette publique**, le Gouvernement s'est engagé sur la période 2026-2028 à maintenir un niveau d'endettement soutenable en cohérence avec la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT). Le taux d'endettement passerait de 55,9% en 2026 à 52,6% en 2027 puis à 50,8% en 2028 demeurant en dessous de la norme communautaire de 70%.

**Le stock de la dette publique** est projeté à **35.196,9** milliards de FCFA en 2026, à **35.944,9** milliards de FCFA en 2027 et à **37.757,5** milliards de FCFA en 2028, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 3,6%. Cette évolution résulte des nouveaux emprunts à mobiliser selon les orientations de la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme.

**Le service de la dette totale** est attendu à **6.674,1** milliards de FCFA en 2026 et baisserait pour ressortir à **6.508,3** milliards de FCFA en 2028 en raison

principalement de l'opération de gestion de passifs réalisée dans le cadre de la gestion active de la dette. Le service de la dette intérieure reste dominé par les échéances de titres publics.

Le Gouvernement consent des efforts en vue du respect des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO. Ainsi, le profil de l'ensemble des critères de convergence connaîtrait une amélioration progressive due aux efforts déployés tant dans la mobilisation des recettes que dans la gestion des finances publiques. Ainsi au niveau de la CEDEAO tous les critères de convergence de premier comme de second rang seraient respectés à partir de l'année 2025. Concernant l'UEMOA, tous les critères de premier rang seraient respectés à partir de l'année 2025 également. Seul le critère de second rang relatif à la pression fiscale ne serait pas conforme à la norme communautaire.

### III. SITUATION FINANCIERE DES ORGANISMES PUBLICS, COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DISTRICTS AUTONOMES

#### III.1 Entreprises du portefeuille de l'Etat

Le nombre d'entreprises contenues dans le portefeuille de l'Etat de Côte d'Ivoire est passé de quatre-vingt-sept (87) à fin 2023 à quatre-vingt-quatre (84) entreprises à fin 2024. Le portefeuille est composé de :

- quarante-neuf (49) entreprises publiques dont vingt-sept (27) Sociétés d'Etat, dix-sept (17) Sociétés à Participation Financière Publique Majoritaire et cinq (5) Sociétés à Participation Financière Publique Minoritaire Contrôlées par l'Etat ;
- trente-cinq (35) Sociétés à Participation Financière Publique Minoritaire.

Le montant total du **capital social cumulé** des sociétés du portefeuille de l'Etat s'élève à 708,3 milliards de FCFA en 2024, contre 739,2 milliards de FCFA en 2023 et 759,3 milliards FCFA en 2022.

**La quote-part de l'Etat** dans ce capital s'élève à 515,3 milliards de FCFA, soit un niveau moyen de participation financière publique de 72,8% à fin 2024, contre 540,4 milliards de FCFA en 2023 (participation financière publique moyenne de 73,1%), contre 569,5 milliards de FCFA en 2022 (participation financière publique moyenne de 75,0%).

**Le chiffre d'affaires** cumulé des entreprises publiques à fin 2024, sous réserve de certification de leurs comptes, s'élève à 4.673,4 milliards de FCFA contre 4.424,5 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse de 5,6%. Cette progression par rapport aux résultats de fin 2023 est essentiellement attribuable à l'amélioration des performances commerciales des sociétés LONACI (+76,2 milliards FCFA), PETROCI HOLDING (+71,9 milliards FCFA) et AIR CI (+16,8 milliards FCFA).

**Le résultat net** qui découle de l'activité des entreprises publiques à fin 2024, sous réserve de certification de leurs comptes, ressort excédentaire de 216,6 milliards de FCFA. Ce résultat net est en baisse de 15,8% comparativement à l'exercice précédent dont l'excédent était de 257,4 milliards de FCFA. Cette baisse est imputable en grande partie aux performances de la SIR dont la marge de raffinage a enregistré un repli (10,8 USD le baril en 2023 contre 7,7 USD le baril en 2024) avec l'atténuation des effets des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et du conflit russo-ukrainien sur le cours du baril.

Les sociétés d'Etat ont réalisé un résultat net cumulé estimé à 119,6 milliards de FCFA, en hausse de 4% en glissement annuel (114,8 milliards FCFA en 2023). Ce résultat net est porté principalement par les bonnes performances des sociétés PAA (36,8 milliards FCFA), PETROCI HOLDING (32,3 milliards FCFA) et GUCE CI (21,8 milliards FCFA).

Les sociétés à participation financière publique majoritaire affichent également un excédent de 54,9 milliards de FCFA, en hausse de 42% par rapport à l'exercice précédent (38,6 milliards FCFA en 2023). Ce résultat est propulsé par les bonnes performances des sociétés BNI (32,6 milliards de FCFA), LONACI (13 milliards de FCFA) et LBTP (4,3 milliards de FCFA).

Les sociétés à participation financière publique minoritaire contrôlées par l'Etat, quant à elles, cumulent 42,1 milliards de FCFA de bénéfice contre 104,03 milliards de FCFA en 2023. Bien qu'en repli par rapport à 2023, le résultat net réalisé par les sociétés de ce segment demeure satisfaisant.

Par ailleurs, au 31 décembre 2024, **le stock de la dette financière** des entreprises publiques est estimé à 2.678 milliards de FCFA contre 2.754 milliards de FCFA en 2023 et 2.676 milliards de francs CFA en 2022.

En 2024, le montant des **dettes rétrocedées** par l'Etat aux entreprises publiques s'élève à 1.808,3 milliards de FCFA, représentant 68% du stock global de leurs dettes et se répartit entre trois (3) sociétés : CI-ENERGIES (71,4%), PAA (25,2%) et AIR CI (3,4%) contre 1.859 milliards de FCFA en 2023 et 1.721 milliards de FCFA en 2022.

Quant à la **dette garantie par l'Etat** aux entreprises publiques, elle se répartit entre CI-ENERGIES (61,1%), SIR (33,7%), ANSUT (4,2%) et AIR CI (1%) pour un stock de 301,4 milliards de FCFA à fin 2024, contre 391,5 milliards de FCFA à fin 2023 et 468,7 milliards de FCFA en 2022. La baisse du stock de la dette garantie s'explique par les remboursements réalisés par les entreprises concernées, à savoir la CI-ENERGIES (42,4 milliards FCFA de remboursement effectué), SIR (40,6 milliards FCFA de remboursement effectué), ANSUT (4,4 milliards FCFA de remboursement effectué) et AIR CI (2,7 milliards FCFA de remboursement effectué).

### III.2 Etablissements Publics Nationaux

A fin décembre 2024, la Côte d'Ivoire compte cent-un (101) EPN avec la création de deux (02) EPN à savoir : le Centre Régional des Œuvres Universitaires de BONDOUKOU (CROU-BONDOUKOU) et l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF). On note la fin de la liquidation des deux (02) EPN suivants : l'Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles (AGEDI) et le Fonds de Soutien et de Développement de la Presse (FSDP).

Il convient de noter qu'à fin avril 2025, le nombre d'EPN est passé à cent-vingt-trois (123) avec la transformation de vingt-et-un (21) Centres Hospitaliers Régionaux (CHR) en Etablissements Publics Hospitaliers Régionaux (EPHR) et la création de l'Institut de Cardiologie de Bouaké (ICB), un nouvel Etablissement Public Hospitalier National (EPHN).

En 2024, les prévisions de ressources des EPN, d'un montant de 704,5 milliards de FCFA, ont été réalisées à hauteur de 623,2 milliards de FCFA, soit un taux de 88,4% contre 95,2% en 2023 et 98,2% en 2022.

Le montant de 704,5 milliards de FCFA affecté aux dépenses des EPN et structures assimilées a été absorbé à hauteur de 590 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 83,7% à fin 2024 contre 83,2% enregistré à fin 2023 et 72,6% en 2022. Ces dépenses exécutées comprennent 536,5 milliards de FCFA pour le fonctionnement et 53,5 milliards de FCFA pour l'investissement. La part non exécutée par rapport à la prévision annuelle est de 114,5 milliards de FCFA dont 89,9 milliards de FCFA pour le fonctionnement et 24,6 milliards de FCFA pour l'investissement.

### III.3 Institutions de Prévoyance Sociale

**L'IPS-CGRAE** : les projections de **cotisations** passeraient de 285,8 milliards de FCFA à 308,1 milliards de FCFA de 2025 à 2028, soit une croissance moyenne annuelle de 2,5% en lien avec la hausse du nombre de cotisants projeté sur la période. Les **dépenses de prestations** passeraient de 227,2 milliards de FCFA en 2025 à 250,9 milliards de FCFA en 2028, soit un accroissement en moyenne annuelle de 3,4%. Cette progression des **charges techniques** (prestations) s'explique par les départs à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat, ainsi que par la poursuite de l'impact de la révision de certains points de la réforme du système de gestion des pensions publiques, ainsi que les retombées des mesures sociales annoncées par le Président de la République en août 2022 et 2024. Il ressort des projections sur la période 2025-2028 que **le solde technique** moyen se situerait à 58,9 milliards de FCFA en raison de la stabilisation des dépenses techniques et des efforts de recouvrement des cotisations sociales.

**L'IPS-CNPS** : dans un environnement économique favorable à la croissance et propice au développement de l'emploi formel dans le secteur privé, la marge technique progresserait en moyenne de 4,5 % par an. Elle passerait ainsi de 301,9 milliards de FCFA en 2025 à 344,7 milliards de FCFA en 2028. Cette évolution repose sur les projections des produits et charges techniques issues de la dernière évaluation actuarielle réalisée en 2023. Par ailleurs, les produits

financiers sont estimés à partir du portefeuille existant et des excédents futurs à investir. Dans un environnement de marché globalement stimulant, ils enregistreraient une croissance annuelle moyenne de 10%, passant de 64,3 milliards de FCFA en 2025 à 85,6 milliards de FCFA en 2028. En outre, les revenus locatifs des immeubles sont projetés avec une croissance prudente de 5 % par an, atteignant 3,4 milliards de FCFA en 2028, contre 2,9 milliards de FCFA en 2025. Enfin, en lien avec l'inflation et dans le cadre de la poursuite de la stratégie de dématérialisation des services et des interactions avec les assurés sociaux, les charges de fonctionnement devraient enregistrer une augmentation moyenne de 4,3% par an sur la période 2025-2028. Cette évolution résulterait principalement de la hausse de la masse salariale et des autres charges de fonctionnement (+5 % par an), ainsi que des charges financières liées aux emprunts. En conséquence, les charges de fonctionnement passeraient de 88,7 milliards de FCFA en 2025 à 100,5 milliards de FCFA en 2028.

**L'IPS-CNAM** : au 31 décembre 2024, l'effectif total de la population enrôlée est de 16 257 490 contre 10 147 107 en 2023 et 3 722 019 en 2022. En 2025, les produits de l'institution sont estimés à 67,3 milliards de FCFA. Ils sont projetés à 146,2 milliards de FCFA en 2026, puis à 191 milliards de FCFA en 2028, soit une évolution moyenne annuelle de 9,3% sur la période 2026-2028. Les cotisations sociales estimées à 51,4 milliards de FCFA en 2025 sont projetées à 92,7 milliards de FCFA en 2026 et à 125,1 milliards de FCFA en 2028, soit une évolution moyenne annuelle de 10,5%. **Les charges techniques et de fonctionnement** sont estimées à 65,6 milliards de FCFA en 2025. Ces charges sont projetées à 118,2 milliards de FCFA en 2026, puis 144,1 milliards de FCFA en 2027 et s'établiraient à 166,9 milliards de FCFA en 2028, soit une hausse moyenne annuelle de 12,2% sur la période 2026-2028. Sur cette période, **le solde technique** devrait connaître une progression de 22,2% de 2025 à 2026 puis une baisse de 11,7% entre 2026 et 2027 avant de croître à nouveau en 2028 de 16,5%.

### III.4 Collectivités territoriales et Districts Autonomes

En 2025, les appuis financiers de l'Etat sont attendus à 396,1 milliards de francs CFA.

Les projections des appuis financiers de l'Etat aux Collectivités Territoriales et aux Districts Autonomes sur la période 2026-2028 sont d'un montant global de 1.633,9 milliards de FCFA comprenant des dotations de fonctionnement, d'investissement et de personnel ainsi que des quotes-parts d'impôts partagés.

Les subventions d'un montant de 728,1 milliards de FCFA représentent 44,6% des projections sur la période. Les impôts partagés d'un montant global de 905,8 milliards de FCFA représentent quant à eux 55,4% des appuis financiers de l'Etat aux Collectivités Territoriales et Districts Autonomes sur la période 2026-2028. Ces appuis s'élèveraient à 475,7 milliards de FCFA en 2026, 536,8 milliards de FCFA en 2027 et 621,4 milliards de FCFA en 2028 soit une augmentation moyenne annuelle de 14,3%.

## **IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2026-2028**

La politique budgétaire de l'Etat sur la période 2026-2028 consistera à poursuivre l'amélioration de la capacité de mobilisation des recettes intérieures à travers la mise en œuvre de la stratégie nationale de mobilisation des recettes à moyen terme, à consolider la rationalisation des dépenses publiques et la maîtrise de l'endettement public, à renforcer les dépenses d'investissements structurants et de lutte contre la pauvreté ainsi que les actions en faveur de la promotion du genre et pour la résilience au changement climatique .

La programmation budgétaire 2026-2028 s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre de la politique de développement économique et social du Gouvernement, cohérente avec les principales priorités sur la période 2026-2030. Elle se décline en ressources et en dépenses. En matière de recettes, elle sera orientée vers la consolidation de l'efficacité du recouvrement des recettes intérieures. Elle visera, en matière de dépenses, la poursuite de la maîtrise des charges de fonctionnement et le maintien de la soutenabilité de l'endettement public, en vue d'une plus grande marge de manœuvre pour l'accroissement continu des investissements et des dépenses de lutte contre la pauvreté.

Sa mise en œuvre s'inscrit dans la poursuite de la politique de développement économique et social du Gouvernement et devrait permettre de consolider la relance de l'activité économique conformément aux objectifs contenus dans les stratégies.

Ainsi, le projet de budget de l'Etat pour l'année 2026 enregistrerait une hausse de 1.982,1 milliards de FCFA (+12,9%) par rapport au budget 2025, pour s'établir à 17.321,3 milliards de FCFA. Ce niveau devrait continuer de s'accroître pour atteindre 18.599,4 milliards de FCFA en 2027 et 20.218,5 milliards de FCFA en 2028. Il connaîtrait une hausse de 1 278,1 milliards de FCFA (+7,4%) entre 2026 et 2027 et de 1 619,0 milliards de FCFA (+8,7%) entre 2027 et 2028.

### **IV.1 Projections des ressources du budget de l'Etat**

Les ressources du budget de l'Etat sont constituées de recettes budgétaires, de ressources de trésorerie et des recettes des comptes spéciaux du trésor.

#### ***IV.1.1 Projections des recettes budgétaires***

Les recettes budgétaires constituées de recettes fiscales, de recettes non fiscales et de dons sont projetées à **8.711,7** milliards de FCFA en 2026, à **9.892,3** milliards de FCFA en 2027 et à **11.174,3** milliards de FCFA en 2028, soit une progression moyenne annuelle de 13,3% sur la période.

### ➤ *Recettes fiscales budgétaires 2026-2028*

Les recettes fiscales budgétaires devraient passer de **8.203,5 milliards** de FCFA en 2026, à **9.343,0** milliards de FCFA en 2027 et à **10.681,3** milliards de FCFA en 2028, soit une progression moyenne annuelle de 14,1%, rendue possible grâce au raffermissement de l'activité économique, à l'impact des réformes fiscales et douanières et aux efforts de recouvrement des régies financières.

### ➤ *Recettes non fiscales*

Les recettes non fiscales sont projetées à **299,4** milliards de FCFA en 2026, à **310,6** milliards de FCFA en 2027 et à **324,8** milliards de FCFA en 2028. Cette tendance s'explique essentiellement par la bonne évolution attendue des recettes de services et des recettes issues de l'occupation du domaine public sur toute la période.

### ➤ *Dons*

Les **dons** attendus de 2026 à 2028 sont constitués de dons-programmes et de dons-projets. En 2026, les dons-programmes sont attendus à 88,8 milliards de FCFA dont 14,4 milliards de FCFA provenant de l'Union Européenne et **74,4** milliards de FCFA du C2D. En 2027, ils sont prévus à hauteur de **74,4** milliards de FCFA essentiellement au titre du C2D. Aucun montant n'est prévu en 2028 au titre des dons-programmes. En ce qui concerne les dons-projets, ils sont projetés à 120,0 milliards de FCFA en 2026, à **164,4** milliards de FCFA en 2027 et à **168,3** milliards de FCFA en 2028, en lien avec les conventions signées.

## ***V.1.2 Ressources de trésorerie 2026-2028***

Les ressources de trésorerie sont projetées à **7.081,5** milliards de FCFA en 2026, à **4.466,2** milliards de FCFA en 2027 et à **4.990,1** milliards de FCFA en 2028. Elles comprennent les produits de cession d'actifs, les remboursements de prêts et avances ainsi que les emprunts.

### ➤ *Emprunts sur les marchés monétaire et financier*

Les emprunts sur les marchés monétaire et financier sont projetés à **4.942,3** milliards de FCFA en 2026, à **2.939,2** milliards de FCFA en 2027 et à **3.342,3** milliards de FCFA en 2028. Ces prévisions tiennent compte des besoins de financement, de la profondeur des marchés des capitaux et de la capacité de mobilisation de l'Etat sur ces marchés conformément à la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.

➤ ***Emprunts-projets et emprunts-programmes***

Les emprunts-projets sont projetés à **1.407,2** milliards de FCFA en 2026, à **1.468,7** milliards de FCFA en 2027 et à **1.591,2** milliards de FCFA en 2028. Quant aux emprunts-programmes, ils sont attendus à **669,5** milliards de FCFA en 2026. En 2027 et 2028, il n'est pas prévu d'emprunts-programmes.

➤ ***Autres ressources de trésorerie***

Les produits de cessions d'actifs sont prévus en 2026 et 2027 respectivement à **4,0** milliards de FCFA et **0,8** milliard de FCFA. En 2028, aucune ressource en provenance de la vente d'actifs n'est prévue.

Les produits de remboursements de prêts et avances sont attendus à **58,5** milliards de FCFA en 2026, à **57,6** milliards de FCFA en 2027 et à **56,6** milliards de FCFA en 2028.

***IV.1.3 Recettes des Comptes Spéciaux du Trésor 2026-2028***

Les recettes des Comptes Spéciaux du Trésor sont attendues à **1.528,1** milliards de FCFA en 2026, à **1.691,2** milliards de FCFA en 2027 et à **1.879,0** milliards de FCFA en 2028, en lien avec l'augmentation des recettes affectées aux Collectivités Territoriales (**299,0** milliards de FCFA en moyenne sur la période) et les transferts au Fonds d'Entretien Routier (FER) et à la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR).

**IV.2 Projections des dépenses du budget de l'Etat**

La programmation des dépenses du budget de l'Etat sur la période 2026-2028 s'inscrit dans la poursuite de la politique budgétaire du Gouvernement orientée vers les investissements structurants à fort impact social, tout en respectant les engagements de l'Etat avec les partenaires économiques et financiers. Cette politique vise d'une part, la maîtrise des dépenses de personnel, de transferts, d'achats de biens et services, et d'autre part la consolidation de la soutenabilité de l'endettement public, afin de dégager des marges substantielles au profit des investissements et des dépenses de lutte contre la pauvreté.

Les dépenses de l'Etat sont constituées de dépenses budgétaires, de charges de trésorerie et des dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor. Ces dépenses sont estimées à **17.321,3** milliards de FCFA en 2026. Elles sont projetées à **18.599,4** milliards de FCFA et à **20.218,5** milliards de FCFA respectivement en 2027 et 2028.

#### ***IV.2.1 Projections des dépenses budgétaires***

Les dépenses budgétaires sont constituées des charges financières de la dette publique, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services, des transferts courants et des dépenses d'investissement. Elles sont projetées à **10.877,0** milliards de FCFA en 2026, à **12.242,2** milliards de FCFA en 2027 et à **13.726,4** milliards de FCFA en 2028.

##### ***➤ Charges financières de la dette publique***

Les charges financières de la dette publique, qui comprennent les intérêts, frais et commissions sur la dette, sont prévues à **1.757,9** milliards de FCFA en 2026, à **1.864,1** milliards de FCFA en 2027 et à **1.895,1** milliards de FCFA en 2028. Cette programmation prend en compte aussi bien la dette intérieure que la dette extérieure. Au titre de la dette intérieure, le règlement de ces charges est programmé à **776,7** milliards de FCFA en 2026, à **817,3** milliards de FCFA en 2027 et à **843,2** milliards de FCFA en 2028. En ce qui concerne la dette extérieure, ces charges sont prévues à **981,3** milliards de FCFA en 2026, à **1.046,7** milliards de FCFA en 2027 et à **1.052,0** milliards de FCFA en 2028.

##### ***➤ Dépenses de personnel***

La masse salariale pour les années 2026, 2027 et 2028 est programmée respectivement à **2.893,5** milliards de FCFA, à **3.047,3** milliards de FCFA et à **3.254,4** milliards de FCFA, soit 29,6% des recettes fiscales (y compris les recettes affectées) en 2026, 27,5% en 2027 et 25,8% en 2028. Ces projections prennent en compte l'impact des mesures de revalorisation salariale, l'évolution indiciaire ainsi que les recrutements ordinaires.

##### ***➤ Dépenses d'acquisition de biens et services***

Les achats de biens et services sont projetés à **1.183,8** milliards de FCFA en 2026, à **1.183,5** milliards de FCFA en 2027 et à **1.267,6** milliards de FCFA en 2028. Ces charges prennent en compte les dépenses de consommation d'électricité, d'eau et de téléphone qui passeraient de **161,5** milliards de FCFA en 2026 à **173,0** milliards de FCFA en 2027 pour s'établir à **187,8** milliards de FCFA en 2028.

Les autres **dépenses d'achats de biens et services** hors abonnement sont prévues en 2026, 2027 et 2028 à des montants respectifs de **1.022,3** milliards de FCFA, de **1.010,5** milliards de FCFA et de **1.079,8** milliards de FCFA.

### ➤ *Subventions et transferts*

Les transferts à effectuer par l'Etat à ses démembrements, aux autres structures ainsi qu'aux ménages sont projetés à **873,1** milliards de FCFA en 2026, à **928,7** milliards de FCFA en 2027 et à **1.023,4** milliards de FCFA en 2028. Ces transferts sont effectués essentiellement au profit (i) des établissements privés d'enseignement pour couvrir les frais d'écologie des élèves et étudiants affectés par l'Etat ; (ii) des Etablissements Publics Nationaux pour mettre en œuvre les missions spécifiques de l'Etat ; (iii) des élèves et étudiants au titre des bourses, pécules et frais de transport ; (iv) des Collectivités Territoriales et Districts Autonomes pour soutenir la politique de décentralisation de l'Etat ; (v) au secteur électricité à travers l'abandon d'une partie des revenus du gaz au profit du secteur.

### ➤ *Dépenses d'investissement*

Les dépenses d'investissement de l'Etat seraient de **4.168,7** milliards de FCFA en 2026, de **5.238,6** milliards de FCFA en 2027 et de **6.285,9** milliards de FCFA en 2028. En prenant en compte le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR), le Fonds d'Entretien Routier (FER) et la parafiscalité dans le secteur anacarde, les dépenses d'investissement se situeraient globalement à **4.477,4** milliards de FCFA en 2026, à **5.549,8** milliards de FCFA en 2027 et à **6.646,4** milliards de FCFA en 2028. Elles intègrent les dépenses financées par les appuis extérieurs de **1.527,2** milliards de FCFA, **1.633,1** milliards de FCFA et de **1.759,4** milliards de FCFA respectivement en 2026, 2027 et 2028.

## ***IV.2.2 Projection des charges de trésorerie 2026-2028***

Les charges de trésorerie concernent le remboursement du capital de la dette publique. Elles sont programmées à **4.916,2** milliards de FCFA en 2026, à **4.666,1** milliards de FCFA en 2027 et à **4.613,2** milliards de FCFA en 2028. Concernant la dette intérieure, le remboursement du capital est prévu en 2026 à **3.505,7** milliards de FCFA, à **3.042,6** milliards de FCFA en 2027 et à **2.899,5** milliards de FCFA en 2028. Quant à la dette extérieure, les charges d'amortissement sont prévues à **1.410,5** milliards de FCFA en 2026, à **1.623,5** milliards de FCFA en 2027 et à **1.713,6** milliards de FCFA en 2028.

## ***IV.2.3 Projection des dépenses des comptes spéciaux du Trésor 2026-2028***

Les dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor, sont prévues à **1.528,1** milliards de FCFA en 2026, à **1.691,2** milliards de FCFA en 2027 et à **1.879,0** milliards de FCFA en 2028.

### IV.3 Répartition des projections par fonction

L'analyse par fonction des projections hors charges financières et de trésorerie, sur la période 2026-2028, fait ressortir une prédominance des services généraux de l'administration publique (27,0%), suivi de l'enseignement (20,0%), des logements et équipements collectifs (12,7%) et des affaires économiques (12,4%). Les dépenses des services généraux des administrations publiques hors service de la dette se chiffraient à **2.563,9** milliards de FCFA en 2026, à **3.191,3** milliards de FCFA en 2027 et à **4.102,9** milliards de FCFA en 2028. Elles représenteraient en moyenne 27,0 % des dépenses totales de la période.

Sur la période 2026-2028, les crédits destinés à la défense connaîtraient une hausse en passant de **457,5** milliards de FCFA en 2026 à **470,8** milliards de FCFA en 2027 et à **480,0** milliards de FCFA en 2028. Cette évolution s'explique par les politiques de renforcement des capacités opérationnelles et managériales des Forces Armées de Côte d'Ivoire avec un accent sur la poursuite des actions de lutte contre le terrorisme.

Les dépenses dans le domaine de **l'ordre et de sécurité publics**, concernent les dépenses de la police nationale, de l'appareil judiciaire et des établissements pénitentiaires. Sur la période 2026-2028, ces dépenses sont projetées à **1.124,9** milliards de FCFA en 2026, à **1.246,9** milliards de FCFA en 2027 et à **1.337,7** milliards de FCFA en 2028. Les politiques publiques visées au titre de cette fonction portent entre autres sur la mise en œuvre de la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure, le renforcement de la sécurité des personnes et de leurs biens, le renforcement du dispositif de gestion des risques et catastrophes, la modernisation du système pénitentiaire et l'amélioration de l'accessibilité des citoyens au système judiciaire.

Au niveau de la fonction **affaires économiques**, les crédits prévus pour la mise en œuvre des mesures et projets visant à redynamiser diverses activités de cette fonction s'établiraient à **1.386,6** milliards de FCFA en 2026, à **1.535,9** milliards de FCFA en 2027 et à **1.612,3** milliards de FCFA en 2028.

En matière de **Protection de l'Environnement**, les crédits budgétaires prévus se chiffraient en moyenne à **344,9** milliards de FCFA sur la période 2026-2028. Ces crédits ont trait aux actions de promotion et de protection de l'environnement, le renforcement de la lutte contre l'insalubrité et les nuisances, la conduite d'une gestion écologique et rationnelle des différentes catégories de déchets solides et la mise en place des systèmes d'alerte précoce multirisques et d'un cadre approprié pour le Partenariat Public-Privé.

La fonction **Logements et équipements collectifs** représente **12,7%** des dépenses totales de la période 2026-2028. Ces dépenses sont projetées à **1.367,9** milliards de FCFA en 2026, à **1.594,5** milliards de FCFA en 2027 et à **1.651,0** milliards de FCFA en 2028 et visent la promotion de l'habitat, le développement des infrastructures routières, la réduction des déficits de production d'eau potable et la correction des dysfonctionnements des réseaux de distribution en Côte d'Ivoire.

Au titre de la fonction **Santé**, les dépenses de ce secteur sont projetées à **813,1** milliards de F CFA en 2026, à **875,1** milliards de F CFA en 2027 et à **953,1** milliards de F CFA en 2028. Ces crédits serviront à la mise en œuvre de plusieurs actions visant à contribuer à l'amélioration de l'offre, de la qualité et de

l'utilisation des services de santé, au renforcement de la lutte contre la maladie, ainsi qu'à l'amélioration de la santé maternelle et infanto-juvénile. Il s'agira de garantir la disponibilité des médicaments, des vaccins et des intrants stratégiques de qualité au niveau de la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique (NPSP) et au niveau périphérique. En outre, dans le cadre de la Couverture Maladie Universelle plusieurs établissements sanitaires feront l'objet de mise à niveau.

En ce qui concerne **les loisirs, la culture et le culte**, les dépenses sont projetées à **221,3** milliards de F CFA en 2026, à **230,2** milliards de F CFA en 2027 et à **248,5** milliards de FCFA en 2028. Ces crédits ont trait au développement économique des arts et de la culture, à l'amélioration de la gestion du patrimoine culturel national ainsi que la construction et la réhabilitation d'infrastructures sportives.

Les crédits consacrés à la fonction **Enseignement** sont projetées à **2.272,2** milliards de FCFA en 2026, à **2.404,1** milliards de FCFA en 2027 et à **2.596,4** milliards de FCFA en 2028. Ces montants seront destinés à (i) assurer l'éducation primaire universelle pour tous les enfants, (ii) bâtir un système qui assure la réussite pour tous en mettant en place des passerelles entre les différents ordres d'enseignement et (iii) transformer le dispositif actuel de formation professionnelle et technique en un véritable outil de développement des compétences professionnelles.

Les crédits budgétaires, consacrés à la fonction **protection sociale** dont les actions prioritaires portent sur la promotion et l'autonomisation de la femme, la protection de l'enfance ainsi que la réforme de la formation professionnelle et des affaires sociales, sont projetés à **206,9** milliards de FCFA en 2026, à **214,4** milliards de FCFA en 2027 et à **232,5** milliards de FCFA en 2028.

#### **IV.4 Répartition des projections selon les principales orientations stratégiques sur la période 2026-2030**

La programmation budgétaire 2026-2028 se fixe comme objectif de contribuer à bâtir une Côte d'Ivoire prospère, solidaire, rayonnante en Afrique et dans le monde. Pour ce faire, elle prend en compte les priorités du Gouvernement sur la période 2026-2028 à savoir (i) maintenir un rythme élevé de croissance avec un impact plus grand sur la transformation structurelle de l'économie, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, (ii) atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Cette programmation s'inscrit également dans la logique des principales orientations qui guident l'élaboration du PND 2026-2030.

Au titre de **l'accélération de la transformation structurelle de l'économie par le renforcement de la productivité globale, l'innovation et le développement du secteur privé**, la programmation budgétaire 2026-2028 prévoit **838,8** milliards de FCFA en 2026, **885,6** milliards de FCFA en 2027 et **932,7** milliards de FCFA en 2028. Ces montants contribueront à la réalisation des objectifs prévus dans les secteurs suivants : agriculture, ressources animales et halieutiques, industrie, mines, hydrocarbures, artisanat, culture, francophonie, tourisme et les loisirs.

S'agissant du **renforcement des infrastructures, du développement régional équilibré, de la transition écologique et la résilience climatique**,

Les projections sont estimées à **1.663,4** milliards de FCFA en 2026, à **1.972,5** milliards de FCFA en 2027 et à **2.274,4** milliards de FCFA en 2028. Ces dotations serviront au développement des infrastructures routières, au développement régional équilibré, à une meilleure protection de l'environnement et des eaux et forêts. Par ailleurs, elles permettront à la Côte d'Ivoire de promouvoir l'économie verte et atténuer les effets du changement climatique en marquant son engagement sur la trajectoire de développement bas carbone et de résilience aux changements climatiques.

En ce qui concerne **le développement du capital humain, des compétences et création d'emplois décents**, les projections sont estimées à **3.218,1** milliards de FCFA en 2026. Elles passeraient à **3.406,7** milliards de FCFA en 2027 puis à **3.671,5** milliards de FCFA en 2028. Ces montants sont consacrés notamment à l'enseignement et doivent contribuer à mettre à disposition des populations, un système éducatif performant, à renforcer la qualité de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et qualifiante et aussi à faire correspondre l'offre de formation aux apprenants avec les besoins de l'économie.

Relativement à la **promotion de l'équité, du genre et renforcement de l'inclusivité de la croissance**, les crédits budgétaires sont projetés à **7.801,8** milliards de FCFA en 2026, à **8.358,2** milliards de FCFA en 2027 et à **9.080,1** milliards de FCFA en 2028. Ces montants sont consacrés notamment, aux actions dans les domaines de la santé, la nutrition, la protection sociale, l'inclusion sociale, la jeunesse, le genre et l'égalité des sexes, les sports, l'urbanisme et l'habitat, l'assainissement et la salubrité, l'accès à l'électricité et aux énergies renouvelables.

Pour ce qui est **du renforcement de la gouvernance et l'accélération de la modernisation de l'Etat**, les dépenses budgétaires sont projetées à **3.799,2** milliards de FCFA en 2026, à **3.976,4** milliards de FCFA en 2027 et à **4.259,8** milliards de FCFA en 2028.

Les actions majeures qui sous-tendent ces projections portent sur la réhabilitation des représentations à l'extérieur, la construction d'une académie de défense et le renforcement des capacités opérationnelles des services de police. Elles conduiraient le pays à disposer d'Institutions solides, d'une Administration efficace pour promouvoir les valeurs et les attitudes propices au développement et assurer le rayonnement de la Côte d'Ivoire au niveau international.

## CONCLUSION

Les projections économiques et budgétaires sur la période 2026-2028 s'inscrivent dans la vision stratégique « Côte d'Ivoire 2030 », telle que reflétée par les principales orientations stratégiques sur la période 2026-2030 qui guident l'élaboration du Plan National de Développement (PND) couvrant la même période. Sur la base d'une prévision de croissance du PIB de 6,6% en 2026, 6,0% en 2027 et de 6,4% en 2028, la programmation budgétaire s'établit à 17.321,3 milliards de FCFA, à 18.599,4 milliards de FCFA et à 20.218,5 milliards de FCFA respectivement en 2026, 2027 et 2028.

Ces projections visent l'accélération de la transformation structurelle de l'économie par le renforcement de la productivité globale, le renforcement des infrastructures et le développement régional équilibré, le développement du capital humain, des compétences et la création d'emplois décents, la promotion de l'équité, du genre et le renforcement de l'inclusivité de la croissance, le renforcement de la gouvernance et l'accélération de la modernisation de l'Etat.

Cette stratégie de développement devrait se matérialiser par une forte implication du secteur privé, conformément à la volonté du Gouvernement de faire de celui-ci le fer de lance de la croissance économique et de l'industrialisation.

Pour y parvenir, les investissements dans les secteurs sociaux et moteurs de croissance seront intensifiés en vue de l'amélioration substantielle des conditions de vie des populations. Aussi, le Gouvernement poursuivra le renforcement de la qualité des institutions et de la bonne gouvernance, le maintien de la stabilité socio-politique et du cadre macroéconomique ainsi que l'accélération des réformes structurelles et sectorielles en dépit de la persistance des incertitudes pesant sur l'environnement international.

Pour soutenir toutes ces actions, la présente programmation triennale consacre la poursuite de l'amélioration du recouvrement des recettes intérieures, la maîtrise continue des charges de fonctionnement et de l'endettement public, l'accroissement de l'investissement, des dépenses de lutte contre la pauvreté et les dépenses en faveur de la lutte contre les effets du changement climatique ainsi que la consolidation budgétaire.

Les données économiques et budgétaires qui y figurent, sont provisoires et pourraient connaître quelques évolutions par la prise en compte des éventuelles nouvelles informations qui interviendraient dans les mois à venir, avant l'examen du projet de budget 2026.

## **ANNEXES**

|                                                                                                                                       |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Annexe 1 : Variation en volume des secteurs du PIB de 2022 à 2028</b>                                                              | <b>24</b> |
| <b>Annexe 2 : Hypothèses de projections des principaux produits de base de 2022 à 2028</b>                                            | <b>25</b> |
| <b>Annexe 3 : Contribution à la croissance du PIB de 2022 à 2028/ Optique Offre</b>                                                   | <b>26</b> |
| <b>Annexe 4 : Contribution à la croissance du PIB de 2022 à 2028 / Optique Demande</b>                                                | <b>27</b> |
| <b>Annexe 5 : Prévisions des indicateurs monétaires de 2024 à 2028</b>                                                                | <b>28</b> |
| <b>Annexe 6 : Balance des paiements de 2022 à 2028</b>                                                                                | <b>29</b> |
| <b>Annexe 7 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat de 2026 à 2028</b>                                                         | <b>30</b> |
| <b>Annexe 8 : Evolution des ressources du Budget de l'Etat de 2022 à 2028</b>                                                         | <b>31</b> |
| <b>Annexe 9 : Evolution des recettes fiscales de 2022 à 2028</b>                                                                      | <b>33</b> |
| <b>Annexe 10 : Dépenses du budget de l'Etat de 2022 à 2028</b>                                                                        | <b>35</b> |
| <b>Annexe 11: Récapitulatif des dépenses de l'Etat par fonction de 2025 à 2028</b>                                                    | <b>37</b> |
| <b>Annexe 12 : Budget 2025, projet de budget 2026 et projections 2027, et 2028 selon les principales orientations du Gouvernement</b> | <b>38</b> |



## **Annexe 1 : Variation en volume des secteurs du PIB de 2022 à 2028**

| Secteurs                              | En pourcentage (%) |             |            |            |            |            |            |
|---------------------------------------|--------------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|
|                                       | 2022               | 2023        | 2024       | 2025       | 2026       | 2027       | 2028       |
|                                       | Réal.              | Prov.       | Est.       | Prév.      | Prév.      | Prév.      | Prév.      |
| <b>Secteur primaire</b>               | <b>5,9</b>         | <b>-2,1</b> | <b>2,6</b> | <b>5,4</b> | <b>4,4</b> | <b>2,3</b> | <b>2,8</b> |
| Agriculture vivrière, élevage         | 4,3                | 7,8         | 4,3        | 5,4        | 5,5        | 5,8        | 5,2        |
| Agriculture d'exportation             | 7,1                | -8,6        | 1,4        | 5,5        | 3,8        | -0,3       | 0,8        |
| Sylviculture                          | 5,1                | 0,4         | 0,0        | 0,0        | 0,0        | 0,0        | 0,0        |
| Pêche                                 | -2,5               | 44,9        | 8,3        | 5,2        | 7,9        | 13,3       | 10,5       |
| <b>Secteur secondaire</b>             | <b>12,0</b>        | <b>18,5</b> | <b>5,8</b> | <b>6,4</b> | <b>7,6</b> | <b>6,6</b> | <b>8,2</b> |
| Extraction minière                    | 42,3               | 9,6         | 13,9       | 13,4       | 11,7       | 5,0        | 16,5       |
| Industries agro-alimentaires          | 8,7                | 8,0         | 1,2        | 3,6        | 6,5        | 6,3        | 6,4        |
| Produits pétroliers                   | -39,8              | 11,5        | 14,7       | 0,6        | 4,0        | 5,2        | 3,8        |
| Energie (gazeaulec)                   | 12,8               | 8,1         | 2,6        | 8,7        | 6,1        | 6,2        | 6,6        |
| BTP                                   | 14,4               | 17,5        | -1,1       | 5,8        | 9,6        | 9,3        | 9,0        |
| Autres industries manufacturières (1) | 5,8                | 32,4        | 8,9        | 5,2        | 5,6        | 6,2        | 5,3        |
| <b>Secteur tertiaire</b>              | <b>3,9</b>         | <b>3,6</b>  | <b>6,7</b> | <b>6,6</b> | <b>6,4</b> | <b>6,3</b> | <b>6,4</b> |
| Transports                            | 3,3                | 3,6         | 6,3        | 6,4        | 6,0        | 6,0        | 6,0        |
| Télécommunication                     | 4,9                | 3,8         | 6,8        | 6,6        | 6,3        | 6,3        | 6,3        |
| Commerce                              | 3,0                | 4,3         | 5,9        | 6,0        | 6,0        | 6,0        | 6,0        |
| Autres services (2)                   | 4,9                | 3,0         | 7,6        | 7,2        | 7,0        | 6,8        | 6,8        |
| <b>Droits et taxes</b>                | <b>9,5</b>         | <b>7,5</b>  | <b>7,4</b> | <b>7,7</b> | <b>8,0</b> | <b>7,6</b> | <b>7,6</b> |
| <b>Pib non marchand</b>               | <b>2,9</b>         | <b>5,1</b>  | <b>8,3</b> | <b>7,2</b> | <b>7,3</b> | <b>8,4</b> | <b>5,6</b> |
| <b>Produit intérieur brut (PIB)</b>   | <b>6,4</b>         | <b>6,5</b>  | <b>6,0</b> | <b>6,5</b> | <b>6,6</b> | <b>6,0</b> | <b>6,4</b> |
| <b>Déflateur</b>                      | <b>3,0</b>         | <b>2,6</b>  | <b>3,1</b> | <b>2,5</b> | <b>2,5</b> | <b>2,4</b> | <b>2,3</b> |

**Source :** MEPD-ANStat/ MEPD -DGE-DPPSE



## Annexe 2 : Hypothèses de projections des principaux produits de base de 2022 à 2028

(En milliers de tonnes)

| Productions                            | 2022      | 2023        | 2024        | 2025        | 2026        | 2027        | 2028        |
|----------------------------------------|-----------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|                                        | Réal.     | Prov.       | Est.        | Prév.       | Prév.       | Prév.       | Prév.       |
| Café                                   | 94,9      | 46,9        | 72,1        | 40,0        | 75,0        | 50,0        | 70,1        |
| Cacao                                  | 2 358,8   | 1 822,3     | 1 890,4     | 2 000,0     | 2 050,0     | 2 025,0     | 2 013,7     |
| Bananes                                | 488,2     | 505,1       | 478,4       | 494,9       | 510,6       | 525,8       | 540,6       |
| Ananas                                 | 72,9      | 76,6        | 81,9        | 74,7        | 69,1        | 64,7        | 61,2        |
| Coton graine                           | 539,6     | 236,2       | 347,9       | 351,8       | 404,6       | 428,1       | 471,7       |
| Régime de palme                        | 541,5     | 562,5       | 496,0       | 508,3       | 510,8       | 513,4       | 516,0       |
| Sucre                                  | 189,8     | 203,7       | 212,0       | 217,0       | 221,5       | 225,6       | 229,3       |
| Caoutchouc                             | 1 320,1   | 1 624,8     | 1 686,6     | 1 737,2     | 1 789,3     | 1 843,0     | 1 843,0     |
| Anacarde                               | 1 028,2   | 1 225,9     | 944,7       | 1 150,0     | 1 207,5     | 1 267,9     | 1 331,3     |
| Pétrole (milliers de barils)           | 9 300,6   | 10 752,2    | 16 155,0    | 21 363,0    | 28 145,4    | 30 576,6    | 37 226,3    |
| Barils/jour                            | 25 481,0  | 29 458,1    | 44 139,0    | 58 529,0    | 77 110,6    | 83 771,6    | 101 711,2   |
| Gaz (millions de mètre cube)           | 2 513,2   | 2 607,0     | 2 413,1     | 2 894,2     | 3 057,9     | 3 118,8     | 4 907,4     |
| Or (en kilogramme)                     | 48 317,0  | 51 185,0    | 59 124,0    | 61 000,0    | 63 000,0    | 65 000,0    | 67 000,0    |
| Manganèse (tonnes)                     | 929 705,4 | 1 175 300,9 | 1 033 405,1 | 1 140 000,0 | 1 250 000,0 | 1 380 000,0 | 1 500 000,0 |
| Diamant (carats)                       | 3 968,9   | 2 367,6     | 676,4       | 5 000,0     | 7 000,0     | 10 000,0    | 10 000,0    |
| Nickel (milliers de tonnes)            | 1 840,8   | 2 480,5     | 1 482,8     | 2 300,0     | 2 500,0     | 2 700,0     | 3 000,0     |
| Bauxite (milliers de tonnes)           | 55,0      | 200,0       | 607,7       | 670,0       | 735,0       | 810,0       | 990,0       |
| Production de produits pétroliers (Kt) | 4 347,0   | 4 369,5     | 5 513,1     | 5 359,9     | 5 561,5     | 5 946,2     | 6 146,6     |
| Production d'électricité (GWH)         | 12 147,7  | 13 344,2    | 14 286,0    | 15 752,0    | 16 959,6    | 17 910,2    | 20 553,2    |

**Source** : MEPD-Anstat/ DGE-DPPSE



### Annexe 3 : Contribution à la croissance du PIB de 2022 à 2028/ Optique Offre

| Secteurs                                   | En points de croissance |             |            |            |            |            |            |
|--------------------------------------------|-------------------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|
|                                            | 2022                    | 2023        | 2024       | 2025       | 2026       | 2027       | 2028       |
|                                            | Réal.                   | Prov.       | Est.       | Prév.      | Prév.      | Prév.      | Prév.      |
| <b>Secteur Primaire</b>                    | <b>1,1</b>              | <b>-0,4</b> | <b>0,4</b> | <b>0,9</b> | <b>0,7</b> | <b>0,4</b> | <b>0,4</b> |
| Agriculture vivrière élevage               | 0,2                     | 0,4         | 0,2        | 0,3        | 0,3        | 0,3        | 0,2        |
| Agriculture d'exportation                  | 0,9                     | -1,0        | 0,1        | 0,6        | 0,4        | 0,0        | 0,1        |
| Sylviculture                               | 0,0                     | 0,0         | 0,0        | 0,0        | 0,0        | 0,0        | 0,0        |
| Pêche                                      | 0,0                     | 0,3         | 0,1        | 0,0        | 0,1        | 0,1        | 0,1        |
| <b>Secteur Secondaire</b>                  | <b>2,6</b>              | <b>4,3</b>  | <b>1,5</b> | <b>1,7</b> | <b>1,9</b> | <b>1,7</b> | <b>2,2</b> |
| Extraction minière                         | 1,2                     | 0,4         | 0,5        | 0,6        | 0,5        | 0,2        | 0,8        |
| Industries agro-alimentaires               | 0,4                     | 0,4         | 0,1        | 0,2        | 0,3        | 0,3        | 0,3        |
| Produits pétroliers                        | -0,2                    | 0,0         | 0,1        | 0,0        | 0,0        | 0,0        | 0,0        |
| Energie (gazeaulec)                        | 0,1                     | 0,1         | 0,0        | 0,1        | 0,1        | 0,1        | 0,1        |
| BTP                                        | 0,6                     | 0,8         | -0,1       | 0,3        | 0,5        | 0,5        | 0,5        |
| Autres industries manufacturières          | 0,5                     | 2,5         | 0,9        | 0,5        | 0,6        | 0,6        | 0,5        |
| <b>Secteur Tertiaire</b>                   | <b>1,7</b>              | <b>1,6</b>  | <b>2,9</b> | <b>2,8</b> | <b>2,8</b> | <b>2,7</b> | <b>2,7</b> |
| Transports                                 | 0,3                     | 0,3         | 0,5        | 0,5        | 0,5        | 0,5        | 0,5        |
| Télécommunication                          | 0,1                     | 0,1         | 0,1        | 0,1        | 0,1        | 0,1        | 0,1        |
| Commerce                                   | 0,5                     | 0,7         | 0,9        | 0,9        | 0,9        | 0,9        | 0,9        |
| Autres services                            | 0,9                     | 0,5         | 1,3        | 1,2        | 1,2        | 1,2        | 1,2        |
| <b>PIB Marchand</b>                        | <b>5,4</b>              | <b>5,5</b>  | <b>4,8</b> | <b>5,3</b> | <b>5,4</b> | <b>4,8</b> | <b>5,3</b> |
| Services d'administration publique         | 0,2                     | 0,3         | 0,5        | 0,5        | 0,5        | 0,5        | 0,4        |
| Institutions sans but lucratif (ISBL)      | 0,0                     | 0,1         | 0,1        | 0,1        | 0,1        | 0,1        | 0,0        |
| <b>PIB non marchand</b>                    | <b>0,2</b>              | <b>0,4</b>  | <b>0,6</b> | <b>0,5</b> | <b>0,5</b> | <b>0,6</b> | <b>0,4</b> |
| <b>PIB au coût des facteurs</b>            | <b>5,7</b>              | <b>5,8</b>  | <b>5,3</b> | <b>5,8</b> | <b>5,9</b> | <b>5,4</b> | <b>5,7</b> |
| <b>Droits et taxes nets de subventions</b> | <b>0,7</b>              | <b>0,6</b>  | <b>0,6</b> | <b>0,6</b> | <b>0,7</b> | <b>0,6</b> | <b>0,7</b> |
| <b>TOTAL PIB OFFRE AU PRIX DU MARCHE</b>   | <b>6,4</b>              | <b>6,5</b>  | <b>6,0</b> | <b>6,5</b> | <b>6,6</b> | <b>6,0</b> | <b>6,4</b> |

Source : MPD - INS / MEF - DGE - DPPE



#### Annexe 4 : Contribution à la croissance du PIB de 2022 à 2028 / Optique Demande

| Secteurs                                         | En points de croissance |             |            |            |             |             |             |
|--------------------------------------------------|-------------------------|-------------|------------|------------|-------------|-------------|-------------|
|                                                  | 2022                    | 2023        | 2024       | 2025       | 2026        | 2027        | 2028        |
|                                                  | Réal.                   | Prov.       | Est.       | Prév.      | Prév.       | Prév.       | Prév.       |
| <b>FBCF :</b>                                    | <b>3,4</b>              | <b>2,3</b>  | <b>1,6</b> | <b>2,7</b> | <b>2,9</b>  | <b>2,9</b>  | <b>3,1</b>  |
| Ménages                                          | 0,2                     | 0,4         | 0,3        | 0,3        | 0,3         | 0,2         | 0,2         |
| Sociétés financières et sociétés non financières | 0,8                     | 1,6         | 1,3        | 1,6        | 1,7         | 1,7         | 1,8         |
| APU                                              | 2,4                     | 0,3         | 0,0        | 0,8        | 0,9         | 0,9         | 1,0         |
| ISBL                                             | 0,0                     | 0,0         | 0,0        | 0,0        | 0,0         | 0,0         | 0,0         |
| <b>Consommation finale</b>                       | <b>3,3</b>              | <b>3,7</b>  | <b>2,8</b> | <b>3,1</b> | <b>3,6</b>  | <b>3,4</b>  | <b>3,5</b>  |
| Ménages                                          | 2,9                     | 3,4         | 2,4        | 2,7        | 2,6         | 2,6         | 2,6         |
| APU                                              | 0,4                     | 0,3         | 0,4        | 0,4        | 1,0         | 0,8         | 0,9         |
| ISBL                                             | 0,0                     | 0,0         | 0,0        | 0,0        | 0,0         | 0,0         | 0,0         |
| <b>Variation des stocks</b>                      | <b>3,2</b>              | <b>-0,3</b> | <b>0,4</b> | <b>0,0</b> | <b>-0,2</b> | <b>1,3</b>  | <b>-0,2</b> |
| <b>Demande externe nette</b>                     | <b>-3,4</b>             | <b>0,8</b>  | <b>1,1</b> | <b>0,6</b> | <b>0,3</b>  | <b>-1,5</b> | <b>0,0</b>  |
| <b>Exportations</b>                              | <b>1,3</b>              | <b>2,3</b>  | <b>1,2</b> | <b>2,4</b> | <b>0,7</b>  | <b>1,0</b>  | <b>1,6</b>  |
| Biens                                            | 0,8                     | 1,8         | 1,0        | 2,2        | 0,5         | 0,9         | 1,5         |
| Services non facteurs                            | 0,5                     | 0,4         | 0,2        | 0,1        | 0,2         | 0,1         | 0,2         |
| <b>Importations</b>                              | <b>4,7</b>              | <b>1,5</b>  | <b>0,1</b> | <b>1,7</b> | <b>0,4</b>  | <b>2,5</b>  | <b>1,6</b>  |
| Biens                                            | 3,9                     | 2,1         | -0,1       | 1,5        | 1,0         | 1,8         | 1,3         |
| Services non facteurs                            | 0,8                     | -0,6        | 0,2        | 0,2        | -0,6        | 0,8         | 0,4         |
| <b>TOTAL PIB DEMANDE</b>                         | <b>6,4</b>              | <b>6,5</b>  | <b>6,0</b> | <b>6,5</b> | <b>6,6</b>  | <b>6,0</b>  | <b>6,4</b>  |

Source : MPD-INS/MEF-DGE-DPPE



## Annexe 5 : Prévisions des indicateurs monétaires de 2024 à 2028

En milliards de FCFA

| INDICATEURS MONETAIRES                              | déc - 24        | déc - 25        | Prévision       |                 |                 |
|-----------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
|                                                     |                 |                 | déc - 26        | déc - 27        | déc - 28        |
| <b>MONNAIE AU SENS LARGE</b>                        | <b>19 814,2</b> | <b>23 439,7</b> | <b>26 849,7</b> | <b>29 707,4</b> | <b>32 299,5</b> |
| Circulation fiduciaire                              | 4 812,9         | 4 868,4         | 5 353,8         | 5 677,1         | 5 904,4         |
| Dépôts                                              | 15 001,3        | 18 571,2        | 21 495,9        | 24 030,3        | 26 395,2        |
| <b>CONTREPARTIES</b>                                | <b>19 814,2</b> | <b>23 439,7</b> | <b>26 849,7</b> | <b>29 707,4</b> | <b>32 299,5</b> |
| Actifs Extérieurs nets                              | 4 402,6         | 6 042,6         | 7 441,3         | 7 615,8         | 7 965,4         |
| Créances intérieures                                | 19 846,0        | 22 354,7        | 25 222,2        | 28 233,7        | 31 165,3        |
| Créances nettes sur l'Administration Centrale       | 7 129,1         | 8 105,9         | 9 184,4         | 10 113,9        | 10 703,1        |
| Créances sur les autres secteurs                    | 12 716,9        | 14 248,8        | 16 037,8        | 18 119,8        | 20 462,2        |
| <b>Passifs non monétaires et autres postes nets</b> | <b>2 861,8</b>  | <b>4 434,3</b>  | <b>4 957,7</b>  | <b>5 813,8</b>  | <b>6 142,0</b>  |

Source : BCEAO



## Annexe 6 : Balance des paiements de 2022 à 2028

En milliards de FCFA

| LIBELLE POSTE                                                              | 2022<br>Def.    | 2023<br>Def.    | 2024<br>Est.    | 2025<br>Proj.   | 2026<br>Proj.   | 2027<br>Proj.   | 2028<br>Proj.   |
|----------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| <b>a- Compte des transactions courantes (1+2+3)</b>                        | <b>-3 364,5</b> | <b>-3 944,4</b> | <b>-2 202,3</b> | <b>-1 110,6</b> | <b>-1 003,5</b> | <b>-3 060,9</b> | <b>-3 373,6</b> |
| <b>1- Biens et services</b>                                                | <b>-1 707,6</b> | <b>-1 940,1</b> | <b>48,7</b>     | <b>1 980,1</b>  | <b>2 592,2</b>  | <b>1 148,5</b>  | <b>1 109,3</b>  |
| <i>Balance des biens</i>                                                   | <i>670,3</i>    | <i>1 062,3</i>  | <i>3 177,1</i>  | <i>5 350,7</i>  | <i>5 383,7</i>  | <i>4 845,4</i>  | <i>5 238,5</i>  |
| Exportations de biens FOB                                                  | 10 166,1        | 10 382,4        | 12 350,6        | 14 617,3        | 14 944,8        | 15 013,1        | 15 835,5        |
| Importations de biens FOB                                                  | -9 495,8        | -9 320,1        | -9 173,5        | -9 266,6        | -9 561,0        | -10 167,7       | -10 597,0       |
| Importations de biens CAF                                                  | -11 134,8       | -10 843,8       | -10 683,0       | -10 791,4       | -11 134,3       | -11 840,8       | -12 340,8       |
| <i>Balance des services</i>                                                | <i>-2 377,9</i> | <i>-3 002,5</i> | <i>-3 128,3</i> | <i>-3 370,6</i> | <i>-2 791,5</i> | <i>-3 696,9</i> | <i>-4 129,2</i> |
| Crédit                                                                     | 569,5           | 604,2           | 750,3           | 743,1           | 790,2           | 832,7           | 885,0           |
| Débit                                                                      | -2 947,4        | -3 606,6        | -3 878,6        | -4 113,6        | -3 581,8        | -4 529,7        | -5 014,3        |
| <b>2- Revenu primaire</b>                                                  | <b>-1 434,0</b> | <b>-1 851,1</b> | <b>-2 106,1</b> | <b>-2 907,0</b> | <b>-3 263,3</b> | <b>-3 866,1</b> | <b>-4 149,4</b> |
| Dont intérêts sur la dette publique                                        | -753,6          | -812,9          | -874,3          | -1 084,9        | -1 102,2        | -1 167,7        | -1 172,9        |
| <b>3- Revenu secondaire</b>                                                | <b>-222,8</b>   | <b>-153,1</b>   | <b>-145,0</b>   | <b>-183,8</b>   | <b>-332,4</b>   | <b>-343,2</b>   | <b>-333,6</b>   |
| - Administrations publiques                                                | 99,8            | 95,7            | 99,3            | 56,1            | -96,9           | -118,4          | -119,0          |
| - Autres secteurs                                                          | -322,6          | -248,8          | -244,3          | -239,9          | -235,6          | -224,8          | -214,5          |
| <b>b- Compte de capital (4+5)</b>                                          | <b>39,2</b>     | <b>112,6</b>    | <b>46,1</b>     | <b>107,1</b>    | <b>195,7</b>    | <b>165,7</b>    | <b>169,6</b>    |
| <b>4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers</b>                     | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      |
| <b>5- Transferts de capital</b>                                            | <b>39,9</b>     | <b>117,3</b>    | <b>46,1</b>     | <b>107,1</b>    | <b>195,7</b>    | <b>165,7</b>    | <b>169,6</b>    |
| - Administrations publiques                                                | 39,9            | 117,1           | 45,8            | 105,8           | 194,4           | 164,4           | 168,3           |
| - Autres secteurs                                                          | 0,0             | 0,2             | 0,3             | 1,3             | 1,3             | 1,3             | 1,3             |
| <b>c. Solde des comptes des transactions courantes et de capital (a+b)</b> | <b>-3 325,3</b> | <b>-3 831,8</b> | <b>-2 156,2</b> | <b>-1 003,5</b> | <b>-807,8</b>   | <b>-2 895,2</b> | <b>-3 204,0</b> |
| <b>d- Compte financier (6+7+8+9)</b>                                       | <b>-3 024,1</b> | <b>-2 638,0</b> | <b>-3 887,5</b> | <b>-2 643,6</b> | <b>-2 242,4</b> | <b>-3 392,6</b> | <b>-3 903,6</b> |
| <b>6- Investissement direct</b>                                            | <b>-893,0</b>   | <b>-1 215,0</b> | <b>-2 014,6</b> | <b>-2 242,6</b> | <b>-1 565,6</b> | <b>-2 596,6</b> | <b>-3 083,6</b> |
| <b>7- Investissements de portefeuille</b>                                  | <b>-187,8</b>   | <b>19,3</b>     | <b>-943,3</b>   | <b>-571,1</b>   | <b>356,1</b>    | <b>-26,8</b>    | <b>638,9</b>    |
| <b>8- Dérivés financiers</b>                                               | <b>0,0</b>      | <b>-3,1</b>     | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      |
| <b>9- Autres investissements</b>                                           | <b>-1 943,3</b> | <b>-1 439,2</b> | <b>-929,5</b>   | <b>170,1</b>    | <b>-1 032,9</b> | <b>-769,2</b>   | <b>-1 458,9</b> |
| - Administrations publiques                                                | -2 455,1        | -1 541,0        | -457,9          | 87,9            | -1 120,7        | -789,2          | -1 363,9        |
| - Autres secteurs                                                          | 511,9           | 101,8           | -471,7          | 82,2            | 87,8            | 20,0            | -95,0           |
| <b>e- Erreurs et omissions nettes</b>                                      | <b>-3,6</b>     | <b>2,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      |
| <b>f- Solde global (c-d+e)</b>                                             | <b>-304,9</b>   | <b>-1 191,8</b> | <b>1 731,2</b>  | <b>1 640,0</b>  | <b>1 434,6</b>  | <b>497,5</b>    | <b>699,6</b>    |
| Taux de couverture : Export b&s/Import b&s(%)                              | 86,3            | 85,0            | 100,4           | 114,8           | 119,7           | 107,8           | 107,1           |
| Degré d'ouverture : (Export b&s+ Import b&s)/(2*PIB) (%)                   | 26,2            | 24,8            | 24,8            | 25,0            | 22,9            | 22,4            | 21,8            |
| Balance courante/PIB (%)                                                   | -7,6            | -8,2            | -4,2            | -1,9            | -1,6            | -4,5            | -4,5            |
| Balance courante hors dons/PIB (%)                                         | -8,0            | -8,6            | -4,6            | -2,2            | -1,6            | -4,5            | -4,5            |
| Balance courante hors dons publics (en milliards de FCFA)                  | -3 558,3        | -4 144,1        | -2 407,3        | -1 273,2        | -1 017,3        | -3 060,9        | -3 373,6        |
| Taux de progression des IDE (%)                                            | 45,4            | 36,1            | 65,8            | 11,3            | -30,2           | 65,9            | 18,8            |
| P.I.B.                                                                     | 44 238,8        | 48 293,9        | 52 742,4        | 57 577,0        | 62 920,8        | 68 295,6        | 74 299,9        |
| Solde global/PIB (%)                                                       | -0,7            | -2,5            | 3,3             | 2,8             | 2,3             | 0,7             | 0,9             |

Source : BCEAO



## Annexe 7 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat de 2026 à 2028

|                                                                        | (En milliards de FCFA) |                 |                 |
|------------------------------------------------------------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                        | 2026                   | 2027            | 2028            |
|                                                                        | Prévision              | Prévision       | Prévision       |
| <b>Recettes et dons</b>                                                | <b>11 199,7</b>        | <b>12 626,9</b> | <b>14 148,1</b> |
| <b>Recettes fiscales</b>                                               | <b>9 774,9</b>         | <b>11 081,1</b> | <b>12 611,3</b> |
| Impôts intérieurs                                                      | 6 185,1                | 7 386,4         | 8 622,3         |
| Droits et taxes à l'importation                                        | 2 710,6                | 3 060,6         | 3 354,3         |
| Droits et taxes à l'exportation                                        | 879,2                  | 634,2           | 634,7           |
| <b>Recettes non fiscales</b>                                           | <b>1 216,0</b>         | <b>1 307,0</b>  | <b>1 368,6</b>  |
| Cotisations de sécurité sociale                                        | 876,7                  | 927,2           | 970,1           |
| Autres                                                                 | 339,3                  | 379,8           | 398,5           |
| <b>Dons</b>                                                            | <b>208,8</b>           | <b>238,7</b>    | <b>168,3</b>    |
| Projet                                                                 | 120,0                  | 164,4           | 168,3           |
| Programme                                                              | 88,8                   | 74,4            | 0,0             |
| <b>Dépenses et prêts nets</b>                                          | <b>13 106,1</b>        | <b>14 692,6</b> | <b>16 391,9</b> |
| <b>Dépenses Courantes</b>                                              | <b>6 313,6</b>         | <b>6 693,3</b>  | <b>7 166,6</b>  |
| Personnel                                                              | 2 893,5                | 3 047,3         | 3 254,4         |
| Prestations sociales                                                   | 511,0                  | 536,6           | 566,1           |
| Subvention et transferts                                               | 673,1                  | 722,1           | 808,0           |
| Fonctionnement (yc sociales ciblées)                                   | 2 236,0                | 2 387,3         | 2 538,2         |
| <b>Investissement</b>                                                  | <b>4 420,4</b>         | <b>5 501,7</b>  | <b>6 602,5</b>  |
| /Financement intérieur                                                 | 2 893,2                | 3 868,6         | 4 843,1         |
| /Financement extérieur                                                 | 1 527,2                | 1 633,1         | 1 759,4         |
| Emprunts                                                               | 1 407,2                | 1 468,7         | 1 591,2         |
| Dons                                                                   | 120,0                  | 164,4           | 168,3           |
| <b>Autres (dépenses en capital, sortie de crise, déchets toxiques)</b> | <b>701,7</b>           | <b>721,1</b>    | <b>815,1</b>    |
| <b>Prêts nets</b>                                                      | <b>0</b>               | <b>0</b>        | <b>0</b>        |
| <b>Intérêts</b>                                                        | <b>1 670,4</b>         | <b>1 776,6</b>  | <b>1 807,6</b>  |
| Intérieur                                                              | 707,6                  | 748,3           | 774,1           |
| Extérieur                                                              | 962,8                  | 1 028,3         | 1 033,5         |
| <b>Solde base ordonnancement</b>                                       | <b>-1 906,4</b>        | <b>-2 065,7</b> | <b>-2 243,8</b> |
| <b>% du PIB</b>                                                        | <b>-3,0%</b>           | <b>-3,0%</b>    | <b>-3,0%</b>    |
| <b>Solde budgétaire de base (Définition UEMOA)</b>                     | <b>-499,2</b>          | <b>-597,0</b>   | <b>-652,6</b>   |
| <b>% du PIB</b>                                                        | <b>-0,79%</b>          | <b>-0,87%</b>   | <b>-0,88%</b>   |
| <b>Solde primaire de base</b>                                          | <b>1 082,4</b>         | <b>1 105,2</b>  | <b>1 155,1</b>  |
| <b>% du PIB</b>                                                        | <b>1,72%</b>           | <b>1,62%</b>    | <b>1,55%</b>    |
| <b>Financement</b>                                                     | <b>1 660,4</b>         | <b>-194,7</b>   | <b>383,5</b>    |
| <b>Extérieur</b>                                                       | <b>764,9</b>           | <b>85,9</b>     | <b>747,2</b>    |
| Tirages (yc appui budgétaire et Eurobonds)                             | 2 299,6                | 2 200,5         | 2 883,5         |
| Amortissement                                                          | -1 178,9               | -1 485,7        | -1 519,6        |
| Autre financement extérieur                                            | -355,8                 | -629,0          | -616,6          |
| <b>Intérieur</b>                                                       | <b>895,5</b>           | <b>-280,6</b>   | <b>-363,8</b>   |
| Bancaire                                                               | 725,7                  | -329,3          | -426,4          |
| Autre                                                                  | 169,8                  | 48,8            | 62,7            |
| <b>Ecart de financement/financement à rechercher</b>                   | <b>55,0</b>            | <b>-2 260,4</b> | <b>-1 860,3</b> |
| <b>PIB</b>                                                             | <b>62 920,8</b>        | <b>68 295,6</b> | <b>74 299,9</b> |

Source : DGTCP /DCS



## Annexe 8 : Evolution des ressources du Budget de l'Etat de 2022 à 2028

(En milliards de Francs CFA)

| LIBELLES                               | 2022    | 2023    | Budget  | Budget  | Projet de budget | Project. | Project. |
|----------------------------------------|---------|---------|---------|---------|------------------|----------|----------|
|                                        | Réal.   | Réal.   | 2024    | 2025    | 2026             | 2027     | 2028     |
| RECETTES BUDGETAIRES                   | 4 797,1 | 5 324,5 | 6 569,1 | 7 865,4 | 8 711,7          | 9 892,3  | 11 174,3 |
| Recettes fiscales                      | 4 468,2 | 5 033,5 | 6 190,8 | 7 387,0 | 8 203,5          | 9 343,0  | 10 681,3 |
| - DGI                                  | 2 689,9 | 3 035,0 | 3 692,3 | 4 543,8 | 5 039,2          | 5 875,1  | 6 853,9  |
| dont revenus de pétrole                | 58,6    | 109,0   | 39,5    | 171,9   | 71,7             | 76,6     | 75,7     |
| revenus de gaz                         | 74,7    | 10,3    | 71,0    | 119,4   | 66,7             | 67,5     | 99,8     |
| - TRESOR                               | 2,8     | 14,3    | 12,9    | 13,7    | 1,7              | 1,7      | 1,7      |
| dont impôts sur revenus et salaires    | 2,8     | 13,2    | 11,5    | 12,2    | 0,0              | 0,0      | 0,0      |
| - DGD (hors PCS, PCC et SGS)           | 1 775,6 | 1 984,2 | 2 485,6 | 2 829,5 | 3 162,6          | 2 798,4  | 2 895,7  |
| dont DUS                               | 380,8   | 435,2   | 494,3   | 789,8   | 879,2            | 634,2    | 634,7    |
| Effort additionnel des régies          |         |         | 0,0     | 0,0     | 0,0              | 667,7    | 930,0    |
| TVA et DD (chèques spéciaux du trésor) |         |         | 0,0     |         |                  |          |          |
| Recettes non fiscales                  | 125,6   | 170,4   | 130,3   | 210,4   | 299,4            | 310,6    | 324,8    |
| Recettes non fiscales Trésor           | 60,2    | 105,0   | 78,0    | 83,4    | 171,8            | 179,9    | 189,9    |
| Revenus du domaine DGI                 | 53,0    | 51,0    | 52,3    | 53,4    | 53,3             | 56,2     | 60,4     |
| Bonus de signature secteur pétrolier   | 3,6     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0              | 0,0      | 0,0      |
| Licences de télécommunication          | 0,1     | 0,1     | 0,0     | 0,1     | 0,1              | 0,0      | 0,0      |
| Recettes exceptionnelles               | 8,7     | 14,4    |         |         |                  |          |          |
| Autres recettes de services            |         |         |         | 73,5    | 74,2             | 74,5     | 74,5     |
| Dons                                   | 203,3   | 120,6   | 247,9   | 267,9   | 208,8            | 238,7    | 168,3    |
| - Dons-programmes                      | 193,1   | 112,2   | 205,0   | 162,5   | 88,8             | 74,4     | 0,0      |
| AFD (C2D )                             | 187,4   | 112,2   | 199,7   | 148,7   | 74,4             | 74,4     | 0,0      |
| GVT espagnol (PCD)                     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0              | 0,0      | 0,0      |
| UE                                     | 0,0     | 0,0     | 5,3     | 13,8    | 14,4             | 0,0      | 0,0      |
| Autres                                 | 5,7     |         |         |         |                  |          |          |
| - Dons-projets                         | 10,2    | 8,5     | 42,9    | 105,5   | 120,0            | 164,4    | 168,3    |

**Annexe 8 : Evolution des ressources du budget de l'Etat de 2022 à 2028 (suite et fin)**

En milliards de Francs CFA

| LIBELLES                                       | 2022            | 2023            | Budget          | Budget          | Projet de budget | Project.        | Project.        |
|------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|
|                                                | Réal.           | Réal.           | 2024            | 2025            | 2026             | 2027            | 2028            |
| <b>RESSOURCES DE TRESORERIE</b>                | <b>5 538,5</b>  | <b>5 449,1</b>  | <b>5 851,1</b>  | <b>6 099,5</b>  | <b>7 081,5</b>   | <b>4 466,2</b>  | <b>4 990,1</b>  |
| - Privatisation et ventes d'actifs             | 138,1           | 0,0             | 1,0             | 1,0             | 4,0              | 0,8             | 0,0             |
| - Transfert des entreprises/dette rétrocedée   | 17,0            | 13,5            | 36,8            | 78,2            | 58,5             | 57,6            | 56,6            |
| - Intégration de ressources additionnelles C2D |                 |                 |                 |                 |                  |                 |                 |
| -arriérés dividendes PETROCI                   |                 |                 |                 |                 |                  |                 |                 |
| - Emprunts sur marchés monétaire et financier  | 3 588,6         | 2 940,5         | 3 447,7         | 3 430,1         | 4 942,3          | 2 939,2         | 3 342,3         |
| - recettes exceptionnelles                     |                 |                 |                 |                 |                  |                 |                 |
| - Emprunts programmes                          | 542,3           | 978,3           | 1 066,8         | 1 252,1         | 669,5            | 0,0             | 0,0             |
| FMI                                            | 0,0             | 602,2           | 751,0           | 952,1           | 498,0            | 0,0             | 0,0             |
| Banque Mondiale                                | 264,2           | 184,6           | 246,8           | 122,2           | 122,4            | 0,0             | 0,0             |
| Banque Africaine de Développement              | 85,7            | 0,0             | 0,0             | 49,1            | 49,1             | 0,0             | 0,0             |
| AFD                                            | 110,9           | 105,0           | 49,3            | 0,0             | 0,0              | 0,0             | 0,0             |
| Autres                                         | 81,5            | 86,5            | 19,7            | 128,7           | 0,0              | 0,0             | 0,0             |
| - Emprunts projets                             | 1 252,5         | 1 516,8         | 1 298,8         | 1 338,1         | 1 407,2          | 1 468,7         | 1 591,2         |
| - Autres ressources de Trésorerie              |                 |                 |                 |                 |                  |                 |                 |
| <b>RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b> | <b>742,3</b>    | <b>1 057,6</b>  | <b>1 300,6</b>  | <b>1 374,3</b>  | <b>1 528,1</b>   | <b>1 691,2</b>  | <b>1 879,0</b>  |
| Fonds d'Investissements en Milieu Rural (FIMR) | 10,0            | 10,2            | 10,4            | 10,9            | 10,6             | 10,9            | 10,9            |
| Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)   | 72,5            | 172,7           | 250,0           | 266,5           | 279,8            | 301,9           | 329,8           |
| Recettes affectées aux collectivités           | 149,6           | 156,5           | 208,6           | 230,4           | 255,0            | 299,1           | 351,7           |
| TSU SIR                                        | 91,4            | 93,4            | 105,0           | 99,0            | 101,7            | 104,3           | 107,1           |
| PCC-PCS                                        | 84,7            | 92,3            | 92,3            | 91,9            | 91,2             | 95,1            | 98,7            |
| UA                                             | 13,0            | 13,8            | 13,8            | 13,5            | 13,4             | 14,0            | 14,5            |
| Parafiscalité anacarde                         | 28,3            | 10,2            | 23,0            | 18,3            | 18,3             | 18,4            | 19,8            |
| DUS anacarde à transférer à la filière (30%)   |                 |                 |                 |                 |                  |                 |                 |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) | 51,3            | 9,8             | 11,3            | 11,0            | 12,5             | 14,2            | 16,1            |
| Autres recettes affectées et parafiscalité     | 241,5           | 498,6           | 586,3           | 632,8           | 745,5            | 833,2           | 930,4           |
| <b>FINANCEMENT A RECHERCHER</b>                | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>       | <b>2 549,7</b>  | <b>2 175,1</b>  |
| <b>TOTAL RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT</b>    | <b>11 077,9</b> | <b>11 831,2</b> | <b>13 720,7</b> | <b>15 339,2</b> | <b>17 321,3</b>  | <b>18 599,4</b> | <b>20 218,5</b> |
| <b>PIB nominal</b>                             | <b>43 771,2</b> | <b>47 790,9</b> | <b>52 413,6</b> | <b>57 100,0</b> | <b>62 920,8</b>  | <b>68 295,6</b> | <b>74 299,9</b> |
| Recette fiscale TOFE                           | 5 616,7         | 6 507,5         | 7 533,3         | 8 803,9         | 9 771,0          | 11 079,5        | 12 609,8        |
| <b>Pression fiscale (Base TOFE)</b>            | <b>12,8%</b>    | <b>13,6%</b>    | <b>14,4%</b>    | <b>15,4%</b>    | <b>15,5%</b>     | <b>16,2%</b>    | <b>17,0%</b>    |

Source : MFB/DGBF

## Annexe 9 : Evolution des recettes fiscales de 2022 à 2028

(En milliards de Francs CFA)

| LIBELLES                                                                        | 2022           | 2023           | 2024           | 2025           | 2026             | 2027           | 2028            |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|-----------------|
|                                                                                 | Réal.          | Réal.          | Budget         | Budget         | Projet de budget | Projections    | Projections     |
| RECETTES FISCALES BUDGETAIRES                                                   | <b>4 468,2</b> | <b>5 033,5</b> | <b>6 190,8</b> | <b>7 387,0</b> | <b>8 203,5</b>   | <b>9 343,0</b> | <b>10 681,3</b> |
| dont recettes hors DUS                                                          | 4 087,4        | 4 598,3        | 5 696,6        | 6 597,2        | 7 324,3          | 8 708,8        | 10 046,6        |
| DGI                                                                             | <b>2 689,9</b> | <b>3 035,0</b> | <b>3 692,3</b> | <b>4 543,8</b> | <b>4 903,6</b>   | <b>5 739,4</b> | <b>6 718,2</b>  |
| Impôts directs                                                                  | <b>1 535,6</b> | <b>1 757,6</b> | <b>2 012,4</b> | <b>2 440,7</b> | <b>2 568,2</b>   | <b>3 027,7</b> | <b>3 573,6</b>  |
| Impôts sur bénéfices                                                            | 738,6          | 843,5          | 1 007,3        | 1 330,8        | 1 265,5          | 1 517,2        | 1 831,3         |
| BIC hors pétrole                                                                | 605,2          | 699,1          | 865,8          | 1 055,9        | 1 087,7          | 1 320,0        | 1 594,0         |
| BIC pétrole et gaz                                                              | 94,0           | 93,9           | 77,4           | 203,9          | 96,9             | 100,9          | 122,9           |
| dont gaz imputé                                                                 | 52,3           | 24,1           | 49,7           | 83,6           | 46,7             | 47,3           | 69,9            |
| Impôt synthétique                                                               | 0,0            | 0,0            | 0,0            | 0,0            | 0,0              | 0,0            | 0,0             |
| Taxe d'Etat de l'Entreprenant                                                   | 20,7           | 15,5           | 15,4           | 18,5           | 19,2             | 22,6           | 26,6            |
| - Impôt des microentreprises                                                    | 0,0            | 11,1           | 18,6           | 22,4           | 25,0             | 29,8           | 35,5            |
| - Prélèvement AIRSI                                                             | 18,7           | 23,9           | 30,2           | 30,2           | 36,7             | 43,9           | 52,4            |
| Impôts sur revenus et salaires (hors FDFP)                                      | 643,2          | 712,7          | 792,3          | 846,7          | 952,0            | 1 094,0        | 1 247,0         |
| Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC                                       | 151,6          | 200,1          | 212,8          | 263,2          | 350,7            | 416,5          | 495,3           |
| Impôts fonciers (arriérés)                                                      | 2,2            | 1,3            |                |                |                  |                |                 |
| Impôts indirects                                                                | <b>1 154,2</b> | <b>1 277,4</b> | <b>1 679,9</b> | <b>2 103,1</b> | <b>2 335,3</b>   | <b>2 711,8</b> | <b>3 144,6</b>  |
| TVA (hors part secteur électricité)                                             | 559,9          | 628,5          | 920,4          | 1 119,3        | 1 196,0          | 1 461,4        | 1 764,3         |
| TOB (ex TPS)                                                                    | 97,8           | 114,4          | 126,0          | 150,5          | 168,3            | 188,5          | 211,3           |
| Taxes sur boissons et tabacs                                                    | 78,9           | 85,7           | 101,5          | 114,5          | 147,9            | 166,9          | 188,5           |
| Droits d'enregistrement et de timbre                                            | 208,3          | 216,0          | 296,1          | 407,2          | 472,1            | 506,5          | 541,7           |
| dont enregistrement café cacao                                                  | 95,3           | 111,0          | 151,6          | 243,4          | 276,4            | 2 924,0        | 307,4           |
| Patentes et Licences                                                            | 28,3           | 27,1           | 19,8           | 20,6           | 25,4             | 29,3           | 33,7            |
| Taxe sur les télécommunications                                                 | 57,8           | 59,7           | 79,2           | 87,2           | 77,4             | 79,8           | 82,3            |
| Taxe spécifique sur les télécommunications téléphoniques                        | 27,6           | 28,3           | 38,6           | 39,3           | 37,3             | 38,5           | 39,7            |
| Taxe sur caoutchouc                                                             | 0,0            | 0,0            | 0,0            | 0,0            | 0,0              | 0,0            | 0,0             |
| Taxe ad valorem                                                                 | 54,0           | 54,0           | 58,1           | 70,1           | 161,5            | 188,7          | 220,4           |
| Taxe sur les produits cosmétiques                                               | 0,0            | 0,0            | 2,5            | 2,5            | 2,8              | 3,2            | 3,6             |
| Accises et autres taxes indirectes (hors revenus du domaine et taxes affectées) | 2,4            | 14,2           | 4,6            | 4,4            | 5,2              | 5,8            | 6,5             |
| Taxe d'exploitation de pétrole et gaz                                           | 39,3           | 49,5           | 33,1           | 87,4           | 41,5             | 43,2           | 52,6            |
| dont gaz imputé                                                                 | 22,4           | 10,3           | 21,3           | 35,8           | 20,0             | 20,2           | 29,9            |
| TRESOR                                                                          | <b>2,8</b>     | <b>14,3</b>    | <b>12,9</b>    | <b>13,7</b>    | <b>1,7</b>       | <b>1,7</b>     | <b>1,7</b>      |
| Impôts directs                                                                  | <b>2,8</b>     | <b>13,2</b>    | <b>11,5</b>    | <b>12,2</b>    | <b>0,0</b>       | <b>0,0</b>     | <b>0,0</b>      |
| Impôts sur revenus et salaires                                                  | 2,8            | 13,2           | 11,5           | 12,2           | 0,0              | 0,0            | 0,0             |
| Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)                                              |                |                |                |                |                  |                |                 |
| Impôts indirects                                                                | <b>0,0</b>     | <b>1,1</b>     | <b>1,4</b>     | <b>1,5</b>     | <b>1,7</b>       | <b>1,7</b>     | <b>1,7</b>      |
| Timbres et vignettes                                                            | 0,0            | 1,1            | 1,4            | 1,5            | 1,7              | 1,7            | 1,7             |
| Autres indirects                                                                |                |                |                |                |                  |                |                 |

**Annexe 9 : Evolution des recettes fiscales de 2022 à 2028 (suite et fin)**

En milliards de Francs CFA

| LIBELLES                                                                        | 2022           | 2023           | 2024           | 2025           | 2026             | 2027            | 2028            |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                 | Réal.          | Réal.          | Budget         | Budget         | Projet de budget | Projections     | Projections     |
| DGD                                                                             | <u>1 775,6</u> | <u>1 984,2</u> | <u>2 485,6</u> | <u>2 829,5</u> | <u>3 072,2</u>   | <u>2 708,0</u>  | <u>2 805,3</u>  |
| Droits et taxes à l'importation                                                 | <u>1 394,8</u> | <u>1 549,1</u> | <u>1 991,3</u> | <u>2 039,7</u> | <u>2 193,0</u>   | <u>2 073,8</u>  | <u>2 170,6</u>  |
| Taxes sur produits pétroliers (hors TSU FER en compte spécial à partir de 2015) | 7,2            | 77,1           | 437,2          | 444,4          | 536,9            | 559,7           | 601,0           |
| Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)                           | 1 387,6        | 1 472,0        | 1 554,1        | 1 595,2        | 1 656,1          | 1 514,1         | 1 569,6         |
| Taxes à l'exportation                                                           | <u>380,8</u>   | <u>435,2</u>   | <u>494,3</u>   | <u>789,8</u>   | <u>879,2</u>     | <u>634,2</u>    | <u>634,7</u>    |
| MOBILISATIONS ADDITIONNELLES                                                    | -              | -              | <u>0,0</u>     | <u>0,0</u>     | <u>0,0</u>       | <u>667,7</u>    | <u>930,0</u>    |
| TVA et DD (chèques spéciaux du trésor)                                          | -              | -              | <u>0,0</u>     | -              | <u>226,1</u>     | <u>226,1</u>    | <u>226,1</u>    |
| REVENUS DU DOMAINE                                                              | <b>53,0</b>    | <b>51,0</b>    | <b>52,3</b>    | <b>53,4</b>    | <b>53,3</b>      | <b>56,2</b>     | <b>60,4</b>     |
| RECETTES FISCALES AFFECTEES ET PARAFISCALITE                                    | <b>874,4</b>   | <b>1 057,6</b> | <b>1 300,6</b> | <b>1 374,3</b> | <b>1 528,1</b>   | <b>1 691,2</b>  | <b>1 879,0</b>  |
| FDFP                                                                            | 27,9           | 32,7           | 36,0           | 44,5           | 46,0             | 53,0            | 61,0            |
| Fonds de financement de la salubrité urbaine / ANAGED                           | 7,7            | 77,5           | 121,5          | 124,0          | 171,4            | 207,7           | 252,5           |
| Fonds de financement de la salubrité urbaine / FNAD                             | 11,1           | 13,3           | 24,3           | 24,8           | 24,6             | 29,8            | 36,3            |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)-ANAGED                           | 51,3           | 9,8            | 11,3           | 11,0           | 12,5             | 14,2            | 16,1            |
| TVA secteur électricité                                                         | 37,9           | 35,0           | 44,7           | 53,4           | 70,4             | 86,0            | 103,8           |
| Vignettes et patentes Part FER                                                  | 0,0            | 0,0            | 48,5           | 55,4           | 60,4             | 67,9            | 76,6            |
| Transfert TSU au Fonds d'Entretien Routier (FER)                                | 72,5           | 172,7          | 172,3          | 160,2          | 164,3            | 173,1           | 186,0           |
| PCS, PCC,UA et SGS                                                              | 145,0          | 147,1          | 161,7          | 160,3          | 161,2            | 173,7           | 180,2           |
| Recettes affectées aux collectivités                                            | 149,6          | 156,5          | 208,6          | 230,4          | 255,0            | 299,1           | 351,7           |
| FIMR                                                                            | 10,0           | 10,2           | 10,4           | 10,9           | 10,6             | 10,9            | 10,9            |
| Redevances Café Cacao Part CCC- Sacherie brousse                                | 38,9           | 40,0           | 36,7           | 45,6           | 49,8             | 49,8            | 49,8            |
| Fonds d'Investissement Agricole (2QC)                                           | 6,1            | 7,1            | 6,3            | 10,1           | 10,6             | 10,6            | 10,6            |
| TSU SIR                                                                         | 91,4           | 93,4           | 105,0          | 99,0           | 101,7            | 104,3           | 107,1           |
| Parafiscalité anacarde                                                          | 28,3           | 10,2           | 23,0           | 18,3           | 18,3             | 18,4            | 19,8            |
| Taxe Spécifique sur Equipement (TSE)                                            | 0,0            | 0,0            | 0,0            | 0,0            | 0,0              | 0,0             | 0,0             |
| Autres Taxes affectées                                                          | 196,6          | 252,1          | 290,2          | 326,4          | 371,4            | 392,6           | 416,6           |
| <b>TOTAL RECETTES FISCALES (hors FIMR)</b>                                      | <b>5 385,6</b> | <b>6 131,9</b> | <b>7 533,3</b> | <b>8 803,9</b> | <b>9 774,3</b>   | <b>11 079,5</b> | <b>12 609,8</b> |
| PIB nominal                                                                     | 43 771,2       | 47 790,9       | 52 413,6       | 57 100,0       | 62 920,8         | 68 406,7        | 74 573,7        |
| Pression fiscale TOFE                                                           | 12,3%          | 12,8%          | 14,4%          | 15,4%          | 15,5%            | 16,2%           | 16,9%           |

Source: DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

## Annexe 10 : Dépenses du budget de l'Etat de 2022 à 2028

(En milliards de Francs CFA)

| LIBELLES                                         | 2022           | 2023           | Budget         | Budget         | Projet de budget 2026 | Project.       | Project.       |
|--------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------------|----------------|----------------|
|                                                  | Réal.          | Réal.          | 2024           | 2025           |                       | 2027           | 2028           |
| <b>CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE</b>  | <b>1 078,8</b> | <b>1 343,0</b> | <b>1 320,9</b> | <b>1 514,7</b> | <b>1 757,9</b>        | <b>1 864,1</b> | <b>1 895,1</b> |
| Intérêts de la dette la dette publique           | 1 078,8        | 1 343,0        | 1 320,9        | 1 514,7        | 1 757,9               | 1 864,1        | 1 895,1        |
| Dette intérieure                                 | 530,7          | 587,6          | 579,7          | 627,1          | 776,7                 | 817,3          | 843,2          |
| Dette extérieure                                 | 548,1          | 755,4          | 741,2          | 887,6          | 981,3                 | 1 046,7        | 1 052,0        |
| <b>PERSONNEL</b>                                 | <b>2 004,4</b> | <b>2 258,7</b> | <b>2 331,7</b> | <b>2 532,6</b> | <b>2 893,5</b>        | <b>3 047,3</b> | <b>3 254,4</b> |
| <b>ACHATS DE BIENS ET SERVICES</b>               | <b>850,8</b>   | <b>905,7</b>   | <b>879,9</b>   | <b>1 154,5</b> | <b>1 183,8</b>        | <b>1 183,5</b> | <b>1 267,6</b> |
| Abonnement                                       | 110,6          | 108,2          | 131,5          | 151,6          | 161,5                 | 173,0          | 187,8          |
| Gratuité des soins ciblés                        |                |                |                |                |                       |                |                |
| Organisation des élections                       | 12,9           | 57,6           | 26,2           | 90,6           | 53,7                  | 28,9           | 75,1           |
| Fonds de réserves Café-cacao                     | 0,0            | 1,0            | 1,0            | 1,0            | 1,0                   | 1,0            | 1,0            |
| Carburant des armées                             | 17,7           | 17,8           | 15,0           | 15,0           | 15,0                  | 15,0           | 15,0           |
| Alimentation des armées                          | 42,0           | 42,0           | 42,0           | 58,8           | 62,0                  | 64,5           | 71,4           |
| Autres achats de biens et services               | 667,5          | 679,0          | 664,2          | 837,6          | 890,6                 | 901,1          | 917,2          |
| <b>TRANSFERTS</b>                                | <b>1 246,8</b> | <b>939,7</b>   | <b>691,0</b>   | <b>849,1</b>   | <b>873,1</b>          | <b>928,7</b>   | <b>1 023,4</b> |
| Subventions aux écoles privées                   | 163,8          | 165,2          | 156,2          | 175,5          | 195,7                 | 211,8          | 242,3          |
| Fonctionnement CNS et sécurisation des élections | 139,9          | 40,0           | 20,0           | 41,4           | 44,0                  | 44,0           | 44,0           |
| Bourses et pécules                               | 89,1           | 82,5           | 70,1           | 78,4           | 88,7                  | 112,8          | 130,6          |
| Transfert aux collectivités                      | 26,8           | 30,1           | 32,1           | 37,1           | 42,1                  | 44,1           | 46,1           |
| Autres transferts                                | 827,1          | 621,9          | 412,6          | 516,7          | 502,7                 | 516,0          | 560,3          |

Source : MFB/DGBF

**Annexe 10 : Dépenses du Budget de l'Etat de 2022 à 2028 (suite et fin)**

En milliards de Francs CFA

| LIBELLES                                           | 2022            | 2023            | Project.        | Budget          | Projet de budget | Project.        | Project.        |
|----------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|
|                                                    | Réal.           | Réal.           | 2024            | 2025            | 2026             | 2027            | 2028            |
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                   | <b>2 858,4</b>  | <b>2 942,3</b>  | <b>3 721,3</b>  | <b>3 792,9</b>  | <b>4 168,7</b>   | <b>5 218,6</b>  | <b>6 285,9</b>  |
| - Trésor                                           | 1 287,2         | 1 412,3         | 2 379,6         | 2 349,4         | 2 641,5          | 3 585,5         | 4 526,4         |
| Projets C2D et PCD                                 | 0,0             | 140,7           | 199,7           | 148,7           | 74,4             | 74,4            | 0,0             |
| Collectivités décentralisées                       | 69,5            | 78,9            | 82,4            | 122,4           | 172,4            | 187,4           | 217,4           |
| CNS/Investissement                                 | 10,3            | 135,0           | 15,0            | 15,0            | 41,3             | 41,3            | 41,3            |
| Fonds d'Etudes                                     | 3,8             | 1,7             | 3,0             | 25,0            | 25,0             | 25,0            | 25,0            |
| Restructuration des banques                        | 20,0            | 5,0             | 3,0             | 20,0            | 20,0             | 20,0            | 20,0            |
| Couverture maladie Universelle                     | 15,7            | 16,2            | 8,0             | 18,6            | 24,2             | 30,8            | 33,2            |
| Autres investissements                             | 1 167,9         | 1 034,8         | 2 068,5         | 1 999,7         | 2 284,3          | 3 206,7         | 4 189,5         |
| - Financement extérieur des projets                | 1 571,3         | 1 530,0         | 1 341,7         | 1 443,6         | 1 527,2          | 1 633,1         | 1 759,4         |
| Emprunts-projets                                   | 1 531,4         | 1 413,0         | 1 298,8         | 1 338,1         | 1 407,2          | 1 468,7         | 1 591,2         |
| Dons-projets                                       | 39,9            | 117,0           | 42,9            | 105,5           | 120,0            | 164,4           | 168,3           |
| <b>CHARGES DE TRESORERIE</b>                       | <b>2 377,0</b>  | <b>2 299,8</b>  | <b>3 475,4</b>  | <b>4 121,0</b>  | <b>4 916,2</b>   | <b>4 666,1</b>  | <b>4 613,2</b>  |
| Amortissement de la dette                          | 2 377,0         | 2 299,8         | 3 475,4         | 4 121,0         | 4 916,2          | 4 666,1         | 4 613,2         |
| Dette intérieure                                   | 1 597,5         | 1 109,6         | 1 734,4         | 2 713,5         | 3 505,7          | 3 042,6         | 2 899,5         |
| Dette extérieure                                   | 779,4           | 1 190,1         | 1 741,1         | 1 407,5         | 1 410,5          | 1 623,5         | 1 713,6         |
| <b>DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>     | <b>742,3</b>    | <b>1 057,6</b>  | <b>1 300,6</b>  | <b>1 374,3</b>  | <b>1 528,1</b>   | <b>1 691,2</b>  | <b>1 879,0</b>  |
| Programme d'Investissements en Milieu Rural / FIMR | 10,0            | 10,2            | 10,4            | 10,9            | 10,6             | 10,9            | 10,9            |
| Programme d'entretien routier / FER                | 72,5            | 172,7           | 250,0           | 266,5           | 279,8            | 301,9           | 329,8           |
| Dépenses des collectivités sur recettes affectées  | 149,6           | 156,5           | 208,6           | 230,4           | 255,0            | 299,1           | 351,7           |
| TSU SIR                                            | 91,4            | 93,4            | 105,0           | 99,0            | 101,7            | 104,3           | 107,1           |
| PCC-PCS                                            | 84,7            | 85,4            | 92,3            | 91,9            | 91,2             | 95,1            | 98,7            |
| UA                                                 | 13,0            | 12,4            | 13,8            | 13,5            | 13,4             | 14,0            | 14,5            |
| Parafiscalité anacarde                             | 28,3            | 10,2            | 23,0            | 18,3            | 18,3             | 18,4            | 19,8            |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)     | 51,3            | 9,8             | 11,3            | 11,0            | 12,5             | 14,2            | 16,1            |
| Autres dépenses sur recettes affectés              | 241,5           | 506,9           | 586,3           | 632,8           | 745,5            | 833,2           | 930,4           |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT</b>      | <b>11 158,4</b> | <b>11 746,7</b> | <b>13 720,7</b> | <b>15 339,2</b> | <b>17 321,3</b>  | <b>18 599,4</b> | <b>20 218,5</b> |
| Masse salariale en % du PIB                        | 4,8%            | 4,8%            | 4,4%            | 4,4%            | 4,6%             | 4,5%            | 4,4%            |
| Masse salariale en % des recettes fiscales         | 37,3%           | 35,9%           | 31,0%           | 28,8%           | 29,6%            | 27,5%           | 25,8%           |
| Investissement en % du PIB                         | 6,8%            | 6,3%            | 7,1%            | 6,6%            | 6,6%             | 7,6%            | 8,5%            |

Source : MFB/DGBF

## Annexe 11: Récapitulatif des dépenses de l'Etat par fonction de 2025 à 2028

En milliards de francs CFA

| FONCTIONS                                            | Budget<br>voté<br>2025 | Projet de<br>Budget<br>2026 | Projection<br>2027 | Projection<br>2028 | Moyenne<br>2026-2028 | Part (%)<br>hors dette |
|------------------------------------------------------|------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------|----------------------|------------------------|
| 01 - Services généraux des administrations publiques | 2 540,3                | 2 563,9                     | 3 191,3            | 4 102,9            | 3 286,1              | 27,0%                  |
| 02 - Défense                                         | 442,0                  | 457,5                       | 470,8              | 480,0              | 469,4                | 3,9%                   |
| 03 - Ordre et sécurité publics                       | 959,3                  | 1 124,9                     | 1 246,9            | 1 337,7            | 1 236,5              | 10,2%                  |
| 04 - Affaires économiques                            | 1 366,6                | 1 386,6                     | 1 535,9            | 1 612,3            | 1 511,6              | 12,4%                  |
| 05 - Protection de l'environnement                   | 126,9                  | 233,0                       | 306,0              | 495,8              | 344,9                | 2,8%                   |
| 06 - Logements et équipements collectifs             | 1 207,4                | 1 367,9                     | 1 594,5            | 1 651,0            | 1 537,8              | 12,7%                  |
| 07 - Santé                                           | 764,7                  | 813,1                       | 875,1              | 953,1              | 880,4                | 7,3%                   |
| 08 - Loisirs, Culture et culte                       | 203,2                  | 221,3                       | 230,2              | 248,5              | 233,3                | 1,9%                   |
| 09 - Enseignement                                    | 1 930,2                | 2 272,2                     | 2 404,1            | 2 596,4            | 2 424,2              | 20,0%                  |
| 10 - Protection sociale                              | 163,0                  | 206,9                       | 214,4              | 232,5              | 217,9                | 1,8%                   |
| <b>Total hors dette publique</b>                     | <b>9 703,5</b>         | <b>10 647,2</b>             | <b>12 069,2</b>    | <b>13 710,2</b>    | <b>12 142,3</b>      | <b>100,0%</b>          |
| <i>Charges financières et charges de trésorerie</i>  | 5 635,7                | 6 674,1                     | 6 530,2            | 6 508,3            | 6 570,9              |                        |
| <b>Total Général</b>                                 | <b>15 339,2</b>        | <b>17 321,3</b>             | <b>18 599,4</b>    | <b>20 218,5</b>    | <b>18 713,1</b>      |                        |

**Source :** MFB/ DGBF



## Annexe 12 : Budget 2025, projet de budget 2026 et projections 2027, et 2028 selon les principales orientations du Gouvernement

(En milliards de Francs CFA)

| AXES STRATEGIQUES                                                                                                                                                             | Budget 2025    | Projet de budget 2026 | Projection 2027 | Projection 2028 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------------|-----------------|-----------------|
| <b>Axe 1 : ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE PAR LE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTIVITE GLOBALE, L'INNOVATION ET LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE</b> | <b>726,7</b>   | <b>838,8</b>          | <b>885,6</b>    | <b>932,7</b>    |
| 1-1 - Agriculture                                                                                                                                                             | 316,6          | 319,0                 | 339,9           | 354,3           |
| 1-2 - Ressources animales et halieutiques                                                                                                                                     | 21,9           | 29,8                  | 30,8            | 31,6            |
| 1-3 - Industrie                                                                                                                                                               | 34,2           | 98,7                  | 103,2           | 114,4           |
| 1-4 - Mines                                                                                                                                                                   | 1,4            | 1,3                   | 1,4             | 1,4             |
| 1-5 - Hydrocarbures                                                                                                                                                           | 282,2          | 265,3                 | 278,9           | 282,2           |
| 1-6 - Commerce                                                                                                                                                                | 19,3           | 55,7                  | 58,2            | 64,5            |
| 1-7 - Artisanat                                                                                                                                                               | 7,0            | 20,3                  | 21,2            | 23,5            |
| 1-8 - Culture                                                                                                                                                                 | 26,3           | 28,7                  | 31,6            | 35,1            |
| 1-9 - Francophonie                                                                                                                                                            | 0,4            | 0,5                   | 0,5             | 0,6             |
| 1-10 - Tourisme et loisirs                                                                                                                                                    | 17,3           | 19,5                  | 20,0            | 25,0            |
| <b>Axe 2 : RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES, DEVELOPPEMENT REGIONAL EQUILIBRE, TRANSITION ECOLOGIQUE ET RESILIENCE CLIMATIQUE</b>                                             | <b>1 339,8</b> | <b>1 663,4</b>        | <b>1 972,5</b>  | <b>2 274,4</b>  |
| 2-1 - Infrastructure routières                                                                                                                                                | 711,3          | 837,2                 | 1 004,1         | 1 056,1         |
| 2-2 - Développement régional équilibré                                                                                                                                        | 501,6          | 593,2                 | 662,4           | 722,5           |
| 2-3 - Environnement et développement durable                                                                                                                                  | 47,7           | 82,6                  | 124,1           | 214,9           |
| 2-4 - Eau et forêts                                                                                                                                                           | 79,2           | 150,4                 | 181,9           | 280,9           |
| <b>Axe 3 : DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN, DES COMPETENCES ET CREATION D'EMPLOIS DECENTS</b>                                                                                 | <b>2 811,5</b> | <b>3 218,1</b>        | <b>3 406,7</b>  | <b>3 671,5</b>  |
| 3-1 - Education nationale                                                                                                                                                     | 1 439,5        | 1 649,6               | 1 694,1         | 1 844,5         |
| 3-2 - Enseignement technique et formation professionnelle                                                                                                                     | 162,1          | 225,1                 | 292,8           | 321,0           |
| 3-3 - Enseignement supérieur et recherche scientifique                                                                                                                        | 328,5          | 397,5                 | 417,2           | 431,0           |
| 3-4 - Santé                                                                                                                                                                   | 764,7          | 813,1                 | 875,1           | 953,1           |
| 3-5 - Emploi-Travail                                                                                                                                                          | 34,7           | 43,1                  | 42,6            | 43,6            |
| 3-6 - Jeunesse                                                                                                                                                                | 76,6           | 79,8                  | 73,2            | 71,6            |
| 3-7 - Population                                                                                                                                                              | 5,4            | 9,9                   | 11,7            | 6,7             |

**Annexe 12 : Budget 2025, projet de budget 2026 et projections 2027, et 2028 selon les principales orientations du Gouvernement (suite et fin)**  
(En milliards de Francs CFA)

| AXES STRATEGIQUES                                                                                | Budget 2025     | Projet de budget 2026 | Projection 2027 | Projection 2028 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------------|-----------------|-----------------|
| <b>Axe 4 : PROMOTION DE L'EQUITE, DU GENRE ET RENFORCEMENT DE L'INCLUSIVITE DE LA CROISSANCE</b> | <b>6 994,7</b>  | <b>7 801,8</b>        | <b>8 358,2</b>  | <b>9 080,1</b>  |
| 4-1 - Promotion des investissements privés                                                       | 3,2             | 2,9                   | 3,0             | 3,1             |
| 4-2 - Energie et Energies renouvelables                                                          | 259,5           | 243,9                 | 256,4           | 259,5           |
| 4-3 - Transport                                                                                  | 323,9           | 245,6                 | 329,3           | 351,5           |
| 4-4 - Economie numérique et poste                                                                | 60,8            | 66,5                  | 70,9            | 80,8            |
| 4-5 - Hydraulique                                                                                | 123,2           | 136,9                 | 151,2           | 155,8           |
| 4-6 - Financement de l'économie                                                                  | 5 642,7         | 6 459,9               | 6 835,2         | 7 488,5         |
| 4-7 - Protection sociale                                                                         | 76,0            | 90,7                  | 91,7            | 95,2            |
| 4-8 - Inclusion sociale                                                                          | 71,7            | 92,1                  | 99,2            | 113,3           |
| 4-9 - Urbanisme et habitat                                                                       | 70,8            | 57,3                  | 66,3            | 54,6            |
| 4-10 - Assainissement et salubrité                                                               | 304,4           | 338,3                 | 373,8           | 385,0           |
| 4-11 - Sport                                                                                     | 58,7            | 67,7                  | 81,3            | 92,8            |
| <b>Axe 5 : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ET ACCELERATION DE LA MODERNISATION DE L'ÉTAT</b>      | <b>3 466,4</b>  | <b>3 799,2</b>        | <b>3 976,4</b>  | <b>4 259,8</b>  |
| 5-1 - Paix et cohésion sociale                                                                   | 153,1           | 119,5                 | 94,5            | 141,3           |
| 5-2 - Défense et sécurité                                                                        | 791,6           | 871,4                 | 931,9           | 983,2           |
| 5-3 - Gouvernance administrative                                                                 | 223,4           | 209,4                 | 211,2           | 211,7           |
| 5-4 - Justice et droits de l'homme                                                               | 152,8           | 165,6                 | 171,3           | 160,3           |
| 5-5- Gouvernance économique                                                                      | 1 908,1         | 2 163,6               | 2 285,4         | 2 494,2         |
| 5-6 - Communication et médias                                                                    | 39,7            | 40,4                  | 45,8            | 48,4            |
| 5-7- Coopération internationale                                                                  | 147,2           | 158,9                 | 160,4           | 164,8           |
| 5-8 - Intégration régionale                                                                      | 4,5             | 5,0                   | 4,8             | 5,0             |
| 5-9 - Planification et statistique                                                               | 22,1            | 40,3                  | 47,5            | 27,4            |
| 5-10 - Transformation culturelle et civisme                                                      | 23,9            | 25,1                  | 23,5            | 23,4            |
| <b>TOTAL</b>                                                                                     | <b>15 339,2</b> | <b>17 321,3</b>       | <b>18 599,4</b> | <b>20 218,5</b> |

**Source :** DGBF